

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1 MAI 1912.

Projet de loi sur la police du commerce.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La Commission nationale de la petite bourgeoisie, en terminant ses travaux, a émis le vœu de voir la concurrence, stimulant de l'activité et du progrès économiques, être maintenue par la loi dans l'esprit de loyauté qui fait l'honneur du commerce belge.

Ce vœu a été le point de départ des études dont est né le projet de loi sur la police du commerce. Ce projet ne vise pas à faire une loi de classe ; il s'applique à la fois au grand et au moyen commerce comme au négoce de détail sous toutes ses formes. Il veut aussi protéger le public contre les manœuvres de la fraude commerciale.

Les moyens de concurrence illicite peuvent être individuels et se renfermer dans l'action d'un commerçant contre un concurrent déterminé. Mais ils peuvent également consister dans des pratiques plus ou moins répandues qui répugnent aux commerçants honnêtes et qui les mettent en infériorité vis-à-vis de leurs concurrents moins scrupuleux. Il est aussi des formes de commerce exceptionnelles et parfaitement légitimes, pourvu qu'elles s'exercent avec régularité et dans les limites des causes qui les ont rendues nécessaires. Ainsi, le commerce intermittent se justifie dans les cas où il est indispensable d'y recourir. Il en est de même du colportage. Mais, lorsque ces modes de commerce ne se pratiquent pas avec sincérité, lorsqu'ils servent à surprendre la bonne foi du public, à l'attirer par l'appât des prétendus « hasards » ou des fausses « occasions », ils deviennent, contre toute une catégorie de commerçants, un moyen de concurrence que la moralité commerciale réproouve.

Au surplus, c'est le public qui supporte en dernière analyse les effets de cette concurrence. C'est lui qu'on illusionne, qui paie les frais des abus de la réclame et dont on corrompt le goût jusqu'à lui faire perdre toute faculté d'appréciation de la marchandise.

* * *

Rien n'est innové quant au fondement juridique qui soutient l'ensemble du projet de loi.

Il ne pourrait être question, dans notre pays, d'établir le régime de la

police du commerce sur la base d'une pure réglementation sanctionnée par des pénalités. Dans certaines législations étrangères, en vertu de traditions juridiques, les règles de l'exercice du commerce apparaissent comme autant de conditions mises à la concession d'un droit. En Belgique, la liberté du commerce est un principe fondamental, formellement consacré par la loi du 24 mai 1819 et profondément ancré dans les mœurs. Tout citoyen a le droit de faire le commerce, sauf à se soumettre aux règles fiscales et à ne commettre de faute préjudiciable à autrui. Il n'y a pas d'autre limite à la liberté du commerce que l'article 1382 du Code civil.

Nos tribunaux ont développé sur la base de cet article une jurisprudence progressive et touffue en matière de concurrence déloyale. Cette jurisprudence a préparé les esprits à accepter la loi proposée, à souhaiter l'érection en règles législatives des principes renfermés dans les décisions judiciaires. Dans beaucoup de points le projet de loi se borne à confirmer la jurisprudence; ailleurs, il a dû rencontrer des moyens de concurrence illicite que la pratique judiciaire n'a pas encore eu à apprécier. Parfois aussi, les tribunaux n'ont pas maintenu avec assez de constance des solutions d'abord adoptées. Dans ces cas, le projet a fixé des règles conformes au principe général.

L'article premier résume les points les plus importants relatifs à la concurrence illicite. Cependant les articles 1382 et 1384 du Code civil demeureront applicables en la matière. C'est ce que dit le paragraphe initial de l'article premier. Si de nouvelles hypothèses de fraude ou de déloyauté se vérifiaient, les tribunaux ne seraient donc pas désarmés par le silence des textes proposés. Ceux-ci suggéreraient des points de comparaison. Bref, le projet ne restreint en rien la règle du quasi-délit, il ne fait que l'interpréter en une matière spéciale.

*
* * *

Cependant, la loi ne doit pas se borner à proclamer le droit à réparation de celui qui a été victime de certains actes abusifs; la portée préventive d'un tel système serait insuffisante. Elle doit aussi aller au-devant des contestations sur l'interprétation des dispositions générales de l'article premier. Dans ce but et afin de prévenir les abus auxquels la moralité et l'intérêt publics ne sont pas indifférents, le législateur peut réglementer l'exercice de la liberté. C'est ce qu'il a fait dans l'intérêt de l'hygiène publique; dans la matière qui nous occupe, nous possédons déjà la loi du 20 mai 1846.

Les chapitres II, III, IV, V du projet constituent donc une partie réglementative que justifie le besoin de corriger les abus les plus graves et les plus fréquents de la concurrence illicite. On a voulu éviter de désigner ces abus par leurs dénominations usuelles ou par la détermination de leurs caractères extérieurs actuels. Pareille désignation permet à la fraude toujours ingénieuse de s'organiser en marge des mesures légales. Il importait plutôt de définir dans le texte, par leurs caractères juridiques, les actes répréhensibles au point de vue de la loyauté commerciale.

De la sorte, le chapitre II prévient les actes par lesquels un commerçant tend à égarer le public quant à sa personnalité, son établissement ou ses produits, à créer des confusions ou des équivoques d'enseignes ou de

marques dont il attend un profit, parce qu'elles peuvent le faire bénéficier de la réputation acquise par l'établissement ou la marchandise d'un concurrent. Non seulement il lui est défendu d'usurper l'enseigne d'autrui, mais il est tenu à faire connaître à tout le monde sa propre firme. Il ne faut pas qu'en dissimulant son nom, le commerçant puisse échapper à ses responsabilités. De même, l'usage du nom commercial ne peut être toléré que dans certaines limites et sous certaines conditions.

Le chapitre III réglemente des modes de vente qui donnent lieu à des abus fréquents. Il va d'abord à l'encontre de la tromperie sur la quantité réelle des marchandises qui, lorsqu'elles ne sont pas vendues au poids ni à la mesure, sont parfois offertes sous des aspects mensongers. Quand un tel abus paraîtra se généraliser dans une branche quelconque du commerce, un arrêté royal pourra rendre obligatoire l'indication extérieure de la quantité des marchandises.

Il arrive qu'afin de supprimer un concurrent ou de le déprécier, un ou plusieurs commerçants organisent une vente de marchandises sous le prix réel. Parfois, cette offre n'a lieu qu'en apparence. Des marchandises exposées sont marquées à vil prix, mais on se garde de les livrer. De telles pratiques doivent être interdites.

Assurément il est permis aux vendeurs d'offrir aux clients un escompte ou un cadeau. Mais il importe que cette clause de la vente soit loyalement observée. Au contraire, en fait, la promesse est généralement trompeuse : l'acheteur, souvent déterminé par l'appât de la prime, se méprend sur sa valeur réelle. C'est pourquoi, d'après l'article 8, cette valeur devra être indiquée et, pour être assuré sur la sincérité de cette indication, l'acheteur aura le droit d'exiger la valeur en espèces. Le même article vise les timbres-rabais qui ont donné lieu à tant d'abus.

L'article 9 prohibe les loteries commerciales, quelle que soit leur forme, ainsi que des pratiques telles que la boule-de-neige, etc.

Des associations industrielles ont, à plusieurs reprises, attiré l'attention sur la trop grande facilité avec laquelle certains négociants acceptent de revendre des marchandises d'origine suspecte. La tenue d'un registre renseignant leurs achats forcera ces négociants à plus d'attention. Il y a là un moyen de rendre plus difficile l'écoulement des objets volés, mal contre lequel les poursuites pénales semblent quelquefois inefficaces.

Le commerce intermittent, les déballages, liquidations, ventes au rabais de tous genres et sous tous prétextes donnent lieu à de nombreux abus. Il faut diminuer la fréquence, la fantaisie et l'audacieuse désinvolture de ces opérations où le public, attiré par des appâts mensongers, est trompé, et qui détruisent toutes les prévisions des commerçants sérieux et honnêtes.

Une loi du 20 mai 1846 régit actuellement le commerce intermittent. Dans l'esprit de ses auteurs, cette loi était dirigée contre les liquidations fictives. Mais, à l'époque où elle fut promulguée, le seul mode abusif de liquidation était la vente à cri public. Cette loi, après avoir produit d'excellents effets, devint caduque le jour où les usages commerciaux se furent modifiés. En France, une loi du 50 décembre 1896 a étendu aux déballages et à toutes

les formes de liquidation en général les dispositions de la loi de 1841 fort semblable à notre loi de 1846.

Les articles 11 et suivants du projet s'appliquent de même à tout le commerce intermittent. Ils reprennent les dispositions de la loi du 20 mai 1846, mais en réduisent les formalités. L'autorisation préalable est remplacée par une simple déclaration dont la sincérité engage la responsabilité du vendeur.

Certains commerçants ont demandé qu'un régime spécial soit appliqué aux liquidations saisonnières, c'est-à-dire à la vente des marchandises sujettes à dépréciation, défraîchies ou susceptibles d'être démodées.

L'article 19 donne satisfaction à ces desiderata tout en prescrivant des mesures pour assurer la sincérité des opérations.

En fait, le commerce ambulante est fréquemment un commerce irrégulier n'offrant à l'acheteur aucune des garanties que comporte le commerce sédentaire. Le colporteur passe et, souvent, ne reparait plus. Il peut sans risque écouler des marchandises de provenance suspecte, des objets volés ou détournés, tromper sur la qualité et la mesure, imposer ses marchandises en provoquant chez ses acheteurs la pitié et même la crainte. Il lui arrive d'user de violence. On signale parfois des méfaits à la suite de son passage. Enfin, le colportage n'est, pour certains, qu'un prétexte à vagabondage.

Sans doute, il existe beaucoup de colporteurs honnêtes; ils sont les premiers à souhaiter que l'on prenne des mesures pour assurer un meilleur recrutement de leur profession et rendre à celle-ci la considération.

Le colportage n'est défendable que pour autant qu'il rende des services. A la suite d'une enquête administrative organisée dans tout le pays, il semble que l'utilité du colportage est encore incontestable dans certaines régions et pour l'écoulement de certains produits. C'est pourquoi il convient de prescrire une réglementation concernant la personne du colporteur, les marchandises qu'il vend, la manière dont il procède. Le marchand ambulant sera porteur de pièces attestant son identité et sa moralité; il ne pourra être mineur de moins 16 ans, ni avoir subi certaines condamnations; il devra justifier de la provenance de ses marchandises; il ne pourra colporter en bande, ni la nuit; il lui sera défendu de chercher à pénétrer dans les lieux habités et il ne pourra s'installer à demeure qu'aux endroits désignés par l'autorité communale.

Il appartient à celle-ci de déterminer, d'après les nécessités locales, la catégorie des produits dont l'offre est permise en ambulance et de porte en porte, pendant tout ou partie de l'année. Il est encore des communes très étendues, possédant des hameaux lointains, où le commerce sédentaire est insuffisant à procurer certains articles de consommation. L'autorité locale aura à apprécier toutes les circonstances.

La loi garantit toutefois le libre exercice du colportage à certains commerces et à certains métiers essentiellement ambulants.

*
* *

Les sanctions prévues par le projet sont de quatre ordres différents. Elles ne s'excluent pas l'une l'autre.

1° L'action en dommages-intérêts appartient, en vertu de l'article 1582 du Code civil et de l'article 1^{er} du projet, à quiconque a éprouvé un préjudice du chef d'un acte de concurrence prévu à l'article 1^{er} ou d'une contravention à l'une des dispositions réglementaires, cette contravention constituant, dans la personne de son auteur, une faute génératrice de la responsabilité civile.

2° Certaines de ces contraventions entraînent, de plus, une sanction pénale. Ce sont celles prévues aux articles 30, 31 et 33, corollaires des dispositions énoncées aux articles 1, 2, 6, 10, 11, 18, 25 à 29 du projet. Il ne faut pas prévoir de mesures répressives pour d'autres abus que ceux qui sont engendrés par la faute lourde ou la mauvaise foi. Mais certaines déloyautés conscientes exigent une répression pénale, qui est parfois le seul moyen d'atteindre les fraudeurs que leur insolvabilité même rend audacieux.

Les articles 31 et 32 sont repris à la loi du 28 mai 1846.

3° Les articles 33 et suivants introduisent une sanction inconnue jusqu'ici dans nos lois. L'action en cessation apparaît comme le moyen le plus efficace, par sa rapidité et par son effet, de combattre la concurrence illicite. L'action en dommages-intérêts est souvent inutile à cause de la difficulté de prouver l'existence et le montant du préjudice. Celui-ci, limité à la personne et aux affaires du demandeur, est généralement minime en comparaison des avantages que le défendeur retire de l'opération abusive. L'action en réparation n'a guère de valeur préventive. Au contraire, l'action en cessation n'implique aucun but répressif. Elle constitue un rappel au droit, avertit l'auteur de la faute, lui défend de la continuer et en prévient pour lui-même les conséquences. C'est une sorte d'action sociale puisqu'elle appartient à l'Union professionnelle reconnue et à toute personne exposée à subir un dommage par le fait de l'acte illicite.

Une action, aussi empreinte de conciliation, doit être sérieusement protégée. L'infraction à l'ordre du juge est une preuve de mauvaise foi manifeste. C'est comme tel que cet acte justifie la pénalité de l'article 41.

Le juge de paix est compétent pour juger de l'action en cessation, non pas en vertu d'un principe d'extension de la compétence de ce magistrat, mais parce que seule son intervention apparaît comme utile dans l'espèce. En effet, il importe que l'action soit jugée sur place et sans retard. Quant à la procédure, elle vise un triple objectif: facilité, diligence, économie.

Si l'expérience lui est favorable, l'action en cessation pourra être utilement étendue à bien d'autres matières juridiques.

4° Enfin, l'article 45 du projet prévoit une dernière sanction : le tribunal aura la faculté d'ordonner l'affichage et la publication des jugements. L'efficacité de ces mesures n'est pas contestable en matière commerciale. Une disposition du même genre existe pour la répression des falsifications de denrées alimentaires.

Les Unions professionnelles sont appelées à prendre part à l'application de la loi sur la police du commerce. Elles ont le droit d'ester en justice. Ce droit leur est de nouveau formellement reconnu pour l'action en cessation. Il leur

appartiendra souvent de faire respecter les principes de loyauté commerciale qu'elles ont pour mission de faire régner au sein de leurs corporations respectives. On peut espérer qu'elles comprendront leur devoir sous ce rapport et qu'elles donneront leur concours à l'observation d'une loi dont beaucoup d'associations commerciales et industrielles préconisent l'adoption.

C'est pour répondre aux vœux de ces associations que le Gouvernement a l'honneur de déposer ce projet de loi sur la police du commerce.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

ARM. HUBERT.



PROJET DE LOI
sur la police du commerce.

Albert,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie et du Travail est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

I. — *De la concurrence illicite en général.*

ARTICLE PREMIER.

Est tenu à réparation quiconque, dans l'exercice de son commerce ou de sa profession, a, par lui-même ou par le fait des personnes qu'il emploie, causé un préjudice moral ou matériel :

1^o Par des actes ou des manœuvres de nature à créer la confusion entre sa personne, son établissement ou ses produits et la personne, l'établissement ou les produits de ses concurrents ;

2^o Par des imputations fausses à l'adresse de la personne, des entreprises, des marchandises, du personnel et de tout ce qui se rapporte à l'industrie de ses concurrents ;

3^o Par des indications inexactes

ONTWERP VAN WET
op de handelspolitie.

Albert,

KONING DER BELGEN.

Aan allen tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voordracht van Onzen Minister van Nijverheid en Arbeid.

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

Onze Minister van Nijverheid en Arbeid is gelast, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers volgend wetsontwerp aan te bieden :

I. — *Van de ongeoorloofde concurrentie in het algemeen.*

EERSTE ARTIKEL.

Is gehouden tot vergoeding, al wie in de uitoefening van zijn handel of van zijn bedrijf, persoonlijk of door bemiddelaars, zedelijke of stofelijke schade berokkend heeft :

1^o Door daden of door middelen, die van aard zijn om verwarring teweeg te brengen tusschen zijn persoon, zijn inrichting of zijn voortbrengselen en den persoon, de inrichting of de voortbrengselen van zijn concurrenten ;

2^o Door misleiding omtrent den persoon, het bedrijf, de koopwaren, het personeel en al wat betrekking heeft op het bedrijf van zijn concurrenten ;

3^o Door misleiding omtrent zijn

sur sa personnalité commerciale, sur sa propriété industrielle, telles que dessins, marques, brevets, références, distinctions, etc., sur la nature de ses produits ou de ses marchandises, sur leurs qualités propres, sur les conditions de leur fabrication, sur leur origine et leur provenance, sur leur prix réel, sur leur quantité, sur les motifs de la vente, pourvu que ces indications aient été rendues publiques au moyen de paroles, écrits, images ou de toute autre manière;

4° Par la violation des secrets industriels ou commerciaux ou par la provocation à la violation de ces secrets;

5° Par l'usage abusif, ou par la provocation à cet usage, de modèles, échantillons, combinaisons techniques, formules et, en général, de toutes indications ou de tous documents, confiés en vue d'un travail, d'une exécution, d'une étude ou d'un devis;

6° Par l'usage abusif du matériel, de l'emballage, des récipients, etc., d'un concurrent, même sans l'intention de s'en attribuer la propriété, ni de créer une confusion entre les personnes, les établissements et les produits;

Et, en général, par tout fait illicite de nature à créer une supériorité réelle ou apparente au profit de son auteur et au détriment de ses concurrents.

II. — *Du nom commercial et de la désignation commerciale.*

ART. 2.

Il ne peut être fait usage pour l'enseigne d'un établissement, ni pour la désignation d'un produit, de

handelsnaam, omtrent zijn nijverheidseigendom, zooals teekeningen, merken, brevetten, referentiën, onderscheidingen, enz., omtrent den aard van zijn voortbrengselen of van zijn koopwaren, omtrent dezer eigenschappen, vervaardigingsvoorwaarden, oorsprong en herkomst, omtrent hun werkelijken prijs, omtrent hun hoeveelheid, omtrent de verkoopsoorzaken, zoo deze misleiding openlijk geschied is door woord, schrift of anderszins;

4° Door de schending van geheimen aangaande handels- of nijverheidszaken of door veroorzaking van de schending van die geheimen;

5° Door het misbruiken of door de veroorzaking van het misbruiken van modellen, stalen, technische berekeningen, formules en, over 't algemeen, van alle aanduidingen of van alle stukken, die werden toevertrouwd met het oog op een werk, een uitvoering, een studie of een bestek;

6° Door het misbruiken van het materiëel, de inpakking, de vaten, enz., van een mededinger, zelfs zonder het voornemen zich het eigendomsrecht ervan toe te eigenen of verwarring te veroorzaken tusschen de personen, de inrichtingen en de voortbrengselen.

En, in 't algemeen, door elke ongeoorloofde daad, van aard om een werkelijke of schijnovermacht te doen ontstaan ten voordeele van den dader en ten nadeele van dezes concurrenten.

II. — *Van den handelsnaam en van de handelsaanwijzing.*

ART. 2.

Als kenteeke van een inrichting of als aanwijzing van een voortbrengsel mogen geen benamingen,

dénominations, de signes ou d'images qui appartiennent à d'autres personnes en vertu d'un droit privatif ou d'une possession antérieure, ou qui impliquent une désignation d'origine, à moins qu'une telle dénomination ne constitue la désignation usuelle ou nécessaire du produit ou de l'établissement.

ART. 3.

Toute installation de vente, permanente ou non, doit porter, extérieurement et d'une manière apparente, l'indication du nom ou de la raison sociale de son propriétaire et, si celui-ci n'est pas établi dans la localité, l'indication de son domicile ou siège social.

ART. 4.

Nul ne peut faire usage, soit par inscription sur l'emballage des produits, sur les récipients, sur les enseignes, circulaires, affiches ou annonces, sur les factures ou autres pièces, soit par proclamation, soit de tout autre manière, d'un nom propre ou de son nom commercial.

ART. 5.

Le commerçant qui apporte à son nom patronymique et à l'un ou plusieurs de ses prénoms une adjonction, est censé adopter un nom commercial.

Le nom de la femme et les indications de nature à désigner d'une façon plus précise la personne du titulaire ou le genre de ses affaires sont les seules adjonctions permises.

Sont, en outre interdites, les dénominations ou mentions propres à induire en erreur sur l'identité du titulaire ou à faire croire faussement à l'existence d'une société.

teekenen of beelden gebruikt worden, die krachtens een uitsluitend recht of vroeger bezit aan andere personen toebehooren of een teeken van herkomst bevatten, tenzij zulke benaming de gebruikelijke of onmisbare benaming van het voortbrengsel of van de inrichting uitmaakt.

ART. 3.

Op elke al of niet blijvende verkoopinrichting moet, van buiten en op zichtbare wijze, de naam of de firma van den eigenaar vermeld worden en, indien deze niet ter stede verblijft, de opgave van zijn woonplaats of maatschappelijken zetel.

ART. 4.

Op verpakkingen van voortbrengselen, vaten, kenmerken, omzendbrieven, plakbrieven of berichten, op rekeningen of andere stukken, ook bij uitroep of anderszins, mag men alleen zijn familie- of zijn handelsnaam gebruiken.

ART. 5.

De handelaar, die aan zijn familienaam en aan een of meer van zijn voornamen iets bijvoegt, wordt aangezien als hebbende een handelsnaam aangenomen.

De naam van de vrouw en de aanduidingen, die van aard zijn om juister den persoon van den titularis of den aard van zijn bedrijf te doen kennen, zijn de eenige toegelaten bijvoegingen.

Worden bovendien verboden, de benamingen of vermeldingen, die misleiding kunnen veroorzaken omtrent de identiteit van den titularis of valsch doen gelooven aan het bestaan van een vennootschap.

Le nom commercial doit être inserit, dans les huit jours du premier acte d'usage, dans un registre spécial et public déposé au greffe du tribunal de commerce du domicile ou siège social du titulaire.

Un arrêté royal détermine la forme et les conditions de l'inscription et des communications au public.

III. — *De quelques modes de vente commerciale.*

ART. 6.

Le Roi peut rendre obligatoire l'indication en unités légales des volume, poids, contenance, mesure, quantité, etc. des marchandises, à l'extérieur des pièce, paquet, récipient, écheveau, bobine, etc.

ART. 7.

La vente de marchandises neuves non détériorées à un prix inférieur à la valeur marchande, non plus que leur exposition avec mention d'un tel prix, ne peuvent avoir lieu dans un but de concurrence illicite et exigent, éventuellement, l'observation des prescriptions relatives au commerce intermittent.

L'offre en vente d'un objet, soit par exposition à prix marqué, soit par annonces, soit par remise d'échantillons, ou de toute autre manière, implique, sauf réserves formelles, l'engagement de délivrer cet objet et en outre, au même prix, tous les objets identiques exposés en vente, tenus dans les magasins du vendeur pour être vendus, ou dont le vendeur a annoncé l'existence en sa possession.

De handelsnaam moet binnen acht dagen na de eerste akte van gebruik geboekt worden in een bijzonder en openbaar register, berustend ter griffie van de handelsrechtbank der woonplaats of van den maatschappelijken zetel van den titularis.

Een koninklijk besluit regelt den vorm en de voorwaarden van de inschrijving en van de kennisgevingen aan het publiek.

III. — *Van eenige wijzen van verkoopen in handelszaken.*

ART. 6.

De opgave, per wettelijke eenheden, van ruimte, gewicht, inhoud, maat, hoeveelheid, enz., van de koopwaren, buiten op de stuks, pakken, vaten, strengen, klossen, enz., mag door den Koning verplichtend worden gemaakt.

ART. 7.

De verkooping van nieuwe, niet in waarde afgenomen koopwaren, tegen een prijs beneden de marktwaarde, alsmede de uitstalling van deze koopwaren met vermelding van zulkdanigen prijs, mogen niet met het oog op ongeoorloofde concurrentie geschieden en eischen gebeurlijk naleving van de voorschriften betreffende den intermitterenden handel.

Het te koop aanbieden van een voorwerp, 't zij bij uitstalling met vastgestelden prijs, 't zij bij berichten, 't zij bij afgifte van stalen of anderszins, onderstelt, behoudens nadrukkelijk voorbehoud, de verplichting, dit voorwerp te leveren en bovendien tegen denzelfden prijs te leveren, al de ter verkooping in de magazijnen van den verkooper voorradige voorwerpen of die voorwerpen, waarvan de verkooper het

ART. 8.

Des marchandises en nature ne peuvent être offertes aux acheteurs, avec ou sans intervention de tiers, à titre de prime, d'escompte ou de part de bénéfice, que si elles portent l'indication de leur valeur.

L'acheteur a la faculté d'exiger cette valeur en espèces.

Le vendeur est responsable de la délivrance des primes payables par les tiers.

ART. 9.

Est interdite la vente dans laquelle, malgré le paiement de tout ou partie du prix, la délivrance de l'objet principal ou les avantages accessoires sont subordonnés à des conditions dont la réalisation ne dépend pas exclusivement de la volonté de l'acheteur.

ART. 10.

Quiconque fait profession d'acheter, pour les revendre, soit des objets usagés, soit des marchandises provenant de personnes autres que celles qui les fabriquent ou qui en font le commerce, est tenu d'avoir un registre coté et paraphé par le tribunal de commerce et d'y inscrire, avec la date, les noms, surnoms, qualités et demeures de ceux avec qui il contracte, ainsi que la nature, la quantité et le prix des choses achetées. Le registre comprendra des numéros d'ordre, qui devront être reportés sur les marchandises.

Ce registre devra être produit à toute réquisition de la police locale.

bestaan te zijnent heeft aangekondigd.

ART. 8.

Aan de koopers mogen geen koopwaren in natuur, met of zonder tussenkomst van derden, als premie, disconto of winstaandeel worden aangeboden, tenzij met opgave van hare waarde.

De koper mag die waarde in klinkende munt eischen.

De verkooper is verantwoordelijk voor de aflevering van de door derden te betalen premiën.

ART. 9.

Is verboden, de verkoop, waarbij ondanks geheele of gedeeltelijke betaling van den prijs, de aflevering van het hoofdvoorwerp of de bijkomende voordeelen onderworpen zijn aan voorwaarden, welker vervulling niet uitsluitend afhangt van den wil des koopers.

ART. 10.

Hij, wiens beroep het is, om ze weder te verkoopen, gebruikte voorwerpen of koopwaren aan te koop, voortkomende van andere personen dan die, welke ze voortbrengen of er handel in drijven, moet een door de handelsrechtbank genommerd en gewaarmerkt register houden en daarin, met dagteekening, opschrijven : 1° de namen, de bijnamen, hoedanigheid en woonplaats van hen met wie hij overeenkomt; 2° den aard, de hoeveelheid en den prijs van de gekochte voorwerpen. Het register moet volgnummers bevatten, die op de koopwaren moeten overgebracht worden.

Dit register moet op elke aanvraag van de plaatselijke politie worden vertoond.

IV. — *Du commerce intermittent.*

ART. 11.

Aucune vente en détail, organisée en vue de l'écoulement rapide d'un fonds ou d'un assortiment de marchandises non usagées, ne peut avoir lieu, à cri public ou autrement, qu'après une déclaration faite, en double exemplaire, par le propriétaire des marchandises au collège des bourgmestre et échevins. Un exemplaire de la déclaration visé par le bourgmestre sera remis au déclarant.

ART. 12.

Sont soumises à la même formalité les ventes de vins, quels que soient les récipients, si la quantité est inférieure à 250 litres, ainsi que toutes les ventes en détail de marchandises manufacturées non usagées, lorsqu'elles ont lieu à cri public, soit aux enchères, soit au rabais, soit à prix fixe proclamé, avec ou sans l'assistance des officiers ministériels. Est assimilée à la proclamation du prix, l'indication du prix par gestes ou par inscription, lorsque l'offre de vente est faite par cri.

ART. 13.

Sont dispensées de la déclaration de l'article 11, les ventes à cri public prescrites par la loi ou faites par autorité de justice ou par les monts de piété. En sont également dispensées les ventes à cri public d'objets de peu de valeur connus dans le commerce sous le nom de menue mercerie.

IV. — *Van den intermitteerenden handel.*

ART. 11.

Met het oog op den snellen aftrek van een voorraad of van een stel niet gebruikte koopwaren mag de eigenaar der koopwaren niet overgaan tot een verkooping in 't klein, bij uitroep of anderszins, dan na daarvan aangifte te hebben gedaan, in dubbel, aan het College van burgemeester en schepenen. Een exemplaar van de aangifte, door den burgemeester onderteekend, wordt aan den aangever teruggeven.

ART. 12.

Worden aan dezelfde formaliteit onderworpen, de verkooping van wijn, in om 't even welke vaten van minder dan 250 liter, alsmede al de verkooping in 't klein van verwerkte, niet gebruikte koopwaren. Wanneer deze verkooping geschieden bij uitroep, hetzij bij opbod, hetzij bij afbod, hetzij tegen openlijk vastgestelden prijs, met of zonder tussenkomst van ministeriële ambtenaren. Wordt gelijk gesteld met openlijke vaststelling van den prijs, de opgave van den prijs door gebaren of opschriften, wanneer de verkooping bij uitroep geschiedt.

ART. 13.

De verkooping bij uitroep, voorgeschreven door de wet of gehouden op rechterlijk gezag of door de Bergen van Barmhartigheid, moeten niet, zooals in artikel 11 is voorgeschreven, aangegeven worden. Dit geldt eveneens voor de verkooping bij uitroep, van weinig waarde hebbende voorwerpen, in den handel gekend onder de benaming : klein krametij.

ART. 14.

La déclaration mentionnera la cause, le lieu, la date initiale et la durée probable de la vente, ainsi que l'état détaillé des marchandises. Elle affirmera, en outre, que ni le déclarant, ni l'un des propriétaires antérieurs du fonds de commerce, n'a procédé directement ou indirectement, personnellement ou par personne interposée, à une vente de même nature, depuis moins de deux ans s'il s'agit de la totalité d'un fonds de marchandises et depuis moins de cinq mois s'il s'agit d'un assortiment ou d'une partie d'un fonds de marchandises.

Si le commerce du déclarant embrasse plusieurs branches, la vente de l'ensemble des assortiments se rapportant à l'une de ces branches est considérée comme la vente de la totalité d'un fonds de marchandises; elle ne peut être suivie de la vente de la totalité d'une autre branche ou de la totalité des marchandises qu'après un délai de deux ans.

Les délais ci-dessus ne sont pas exigés si la vente est déterminée par le décès, la faillite ou la cessation réelle de commerce.

ART. 15.

La sincérité de la déclaration sera vérifiée, aux frais du vendeur, par deux experts désignés par le Collège des bourgmestre et échevins.

Si la réalité des faits mentionnés dans la déclaration est controuvée, le juge de paix, requis par le ministère public, ordonnera l'interdiction ou la cessation de la vente, sans préjudice de l'action en cessation appartenant à des tiers.

ART. 14.

De aangifte moet de oorzaak, de plaats, den eersten dag en den waarschijnlijksten duur van de verkoop, alsmede de omstandige lijst van de koopwaren vermelden. In de aangifte moet bovendien bevestigd worden, dat noch de aangever, noch een van de vorige eigenaars van den handelsvoorraad, rechtstreeks of onrechtstreeks, persoonlijk of door bemiddelaars, tot een gelijkaardige verkoop is overgegaan, sedert minder dan twee jaar, indien het den geheelen voorraad waren betreft, en sedert minder dan vijf maand, indien het een stel waren of een gedeelte van den handelsvoorraad betreft.

Omvat de handel van den aangever onderscheiden takken, dan wordt de verkoop van al de tot een van deze takken behoorende verzamelingen beschouwd als de verkoop van een geheelen handelsvoorraad; de verkoop van geheel een anderen tak of van heel den handelsvoorraad mag slechts twee jaar nadien geschieden.

De hierboven opgegeven termijnen worden niet geeischt, indien de verkoop geschiedt bij sterfgeval, bij failliet of bij werkelijke uitscheiding van bedrijf.

ART. 15.

De echtheid van de aangifte wordt op de kosten van den verkooper onderzocht door twee door het College van burgemeester en schepenen aangestelde experten.

Worden de in de aangifte vermelde feiten leugenachtig bevonden, dan beveelt de door het Openbaar Ministerie aangezochte vrederechter het verbod of de staking van de verkoop, onverminderd de aan derden toebehoorende rechtsvordering tot staking.

ART. 16.

La vente se fera dans le local où le vendeur exerce depuis six mois son commerce habituel. Toutefois, en cas de nécessité, le bourgmestre pourra, sur le rapport des experts, indiquer un autre lieu. La vente ne pourra se faire par le moyen du colportage.

La vente partielle d'un fonds de marchandises et la vente d'un assortiment ne pourront durer plus d'un mois.

ART. 17.

Tous les actes de publicité, tels qu'affiches, circulaires, annonces, etc., mentionneront la cause, la date initiale et la durée de la vente, la nature et la quantité des marchandises.

L'état détaillé des marchandises sera affiché à la porte du lieu où se fera la vente, pendant toute la durée de celle-ci.

ART. 18.

Il est défendu de comprendre dans les ventes prévues ci-dessus des marchandises autres que celles renseignées à l'inventaire.

Les marchandises faisant l'objet de la vente seront séparées des autres marchandises en magasin; elles porteront une marque spéciale, ainsi que l'indication des prix. Si la vente se fait aux enchères ou au rabais, la mise à prix sera affichée ou proclamée.

Il sera tenu un journal de la vente.

ART. 19.

Ne sont pas soumises aux prescriptions des articles qui précèdent,

ART. 16.

De verkooping moet geschieden in het lokaal waarin de verkooper sedert zes maand zijn handel uitoefent. In geval van nooddwang mag evenwel de burgemeester, op verslag van de experts, een andere plaats aanduiden. De verkooping mag niet door middel van rondventers geschieden.

De gedeeltelijke verkooping van een handelsvoorraad en de verkooping van een stel waren mogen hoogstens één maand duren.

ART. 17.

Al de bekendmakingen, zooals plakbrieven, omzendbrieven, berichten, enz., moeten de oorzaak, den eersten dag en den duurtijd van de verkooping, den aard en de hoeveelheid van de koopwaren vermelden.

De omstandige lijst van de koopwaren moet, zoolang de verkooping duurt, aan den ingang van de verkoopzaal aangeplakt worden.

ART. 18.

Het is verboden in de hierboven voorziene verkooping en andere koopwaren op te nemen dan die, welke in den inventaris zijn opgegeven.

De te koop gestelde waren moeten gescheiden worden van de andere opgeslagen koopwaren; zij moeten een bijzonder teeken dragen, alsmede de opgave van den prijs. Geschiedt de verkooping bij opbod of afbod, dan moet de inzet worden aangeplakt of uitgeroepen.

Van de verkooping wordt boek gehouden.

ART. 19.

Zijn niet onderworpen aan de voorschriften van de vorige arti-

les ventes connues sous le nom de liquidation de fin de saison, à moins qu'elles n'aient lieu aux enchères ou à cri public.

L'exemption est subordonnée aux conditions suivantes :

1^o La mise en vente doit être exclusivement réservée aux marchandises sujettes à dépréciation ;

2^o Les marchandises exposées en vente ne peuvent avoir été acquises ou fabriquées en vue de la liquidation, ni faire l'objet d'un réassortiment au cours de celles-ci ;

3^o La vente doit avoir lieu dans le local où le commerce s'exerce depuis au moins six mois ;

4^o Elle ne pourra durer plus de vingt et un jours ;

5^o Les liquidations saisonnières ne peuvent se répéter que deux fois par an, avec intervalle de cinq mois ;

6^o Une déclaration en double sera remise au Collège des bourgmestre et échevins, renseignant la date initiale de la liquidation de fin de saison et la spécification des marchandises à liquider, avec indication sommaire des quantités.

Il est loisible au Collège de faire contrôler par voie d'expertise, aux frais du déclarant, tant la véracité de la déclaration que l'existence des conditions 1^o et 2^o ci-dessus.

La vente pourra être interdite par le juge de paix, conformément aux articles 55 et suivants, si la liquidation se fait sans déclaration ou si les formalités prescrites ci-dessus ne sont pas observées.

ART. 20.

Les ventes publiques aux enchères de marchandises en gros auront lieu

kelen, de verkooping en gekend onder den naam van uitverkoop wegens einde-seizoen, tenzij zij bij opbod of bij uitroep geschieden.

De vrijstelling is onderworpen aan de volgende voorwaarden :

1^o Alleen de aan waardevermindering blootgestelde koopwaren mogen verkocht worden ;

2^o De te koop gestelde waren mogen niet verkregen noch voortgebracht geweest zijn met het oog op de uitverkoop, noch als nieuw stel tijdens deze uitverkoop voorkomen ;

3^o De verkooping moet geschieden in het lokaal waarin de handel sedert minstens zes maand wordt gedreven ;

4^o Zij mag hoogstens een en twintig dagen duren ;

5^o De seizoen - uitverkoopingen mogen slechts tweemaal 's jaars en met een tusschenpoos van vijf maand geschieden ;

6^o Een dubbele aangifte wordt aan het College van burgemeester en schepenen overgemaakt, vermeldende den eersten dag van de uitverkoop wegens einde-seizoen en de nauwkeurige opgave van de uit te verkoopen waren, met beknopte opgave van de hoeveelheden.

Het College mag door experten en op de kosten van den aangever zowel de echtheid van de aangifte als het bestaan van de onder 1^o en 2^o vermelde voorwaarden doen onderzoeken.

De verkooping mag door den vrederechter worden verboden, overeenkomstig met de artikelen 55 en volgende, indien de uitverkoop zonder aangifte geschiedt, of indien de hierboven voorgeschreven formaliteiten worden verwaarloosd.

ART. 20.

De veilingen van koopwaren, bij opbod en in 't groot, moeten ge-

par le ministère des Officiers ministériels ayant à ce qualité légale, aux conditions et selon les formes prescrites par les lois et règlements. L'Officier chargé de la vente est tenu de faire au Collège des bourgmestre et échevins, quatre jours au moins avant celui de la vente, une déclaration en double, détaillée, des objets à mettre en vente. Un exemplaire, visé par le bourgmestre, sera remis au déclarant.

La valeur des lots sera estimée, aux frais du vendeur, par deux experts nommés par le Collège des bourgmestre et échevins.

ART. 21.

Est considérée comme faite en détail toute vente de marchandises qui comprendra des lots d'une quantité inférieure à celle réservée à la vente en gros par les usages commerciaux ou des lots d'une valeur inférieure à 200 francs.

V. — *Du commerce ambulant.*

ART. 22.

Le colporteur, marchand ou artisan ambulant, ne peut s'installer à demeure sur la voie publique, sauf aux endroits, jours et heures déterminés par l'autorité communale.

ART. 23.

L'offre de marchandises en ambulence sur la voie publique ou de porte en porte n'est permise qu'aux marchands de comestibles non manufacturés, de combustibles et de menue mercerie, ainsi qu'aux gagne-

houden worden door de daartoe wettelijk bevoegde ministeriële ambtenaren, op de voorwaarden en volgens de gebruiken, door de wetten en verordeningen voorgeschreven. De met de veiling belaste ambtenaar is gehouden, aan het College van burgemeester en schepenen, minstens vier dagen vóór den verkoopdag, in dubbel, een omstandige lijst van de te koop te stellen voorwerpen over te maken. Een door den burgemeester onderteekend exemplaar wordt aan den aangever teruggegeven.

De waarde van de loten wordt, op de kosten van den verkooper, geschat door twee door het College van burgemeester en schepenen aangestelde experten.

ART. 21.

Wordt beschouwd als verkoop in 't klein, alle verkoop van koopwaren, omvattende loten van een kleiner hoeveelheid dan die, welke door de handelsgebruiken voor de verkoop in 't groot wordt voorzien, of loten hebbende minder dan 200 frank waarde.

V. — *Van het rondventen.*

ART. 22.

Behalve op de door de Gemeente-overheid aangewezen plaatsen, dagen en uren, mag de rondventer, reizend handelaar of ambachtsman, niet op den openbaren weg vertoeven.

ART. 23.

Het aanbieden van koopwaren, al wandelend op den openbaren weg of van deur tot deur, is slechts toegestaan aan de verkoopers van niet verwerkte eetwaren, brandstoffen en klein kramery, alsmede aan de

petit, aux marchands de journaux et à ceux qui exercent leur métier en ambulance ou qui vendent les produits de leur travail, tels que les vanniers, chaudronniers, boisseliers, etc.

Toutefois, le Collège des bourgmestre et échevins pourra étendre la catégorie des produits dont l'offre est permise en ambulance et de porte en porte; il pourra également permettre ce mode de colportage à des moments ou pendant des périodes déterminés, pour la vente de tous les produits ou de certains d'entre eux.

ART. 24.

Le colporteur, marchand ou artisan ambulant, ne peut frapper, ni sonner aux portes, ni chercher à pénétrer dans les lieux habités, sans y être invité par les habitants.

Toutefois, sans préjudice au droit de police des autorités communales, l'offre de marchandises en ambulance ou de porte en porte pourra être annoncée par cri ou par signal.

ART. 25.

Il est interdit de colporter le soir après le coucher du soleil, sauf les cas autorisés par l'autorité communale.

ART. 26.

Tout colporteur, marchand ou artisan ambulant, doit porter de manière apparente une plaque mentionnant la commune de son domicile ou, s'il est étranger, de sa résidence et un numéro d'ordre correspondant à la liste des colporteurs de cette commune.

weinig winnende klein-ambachtslieden, aan de nieuwsbladverkoopters en aan hen, die hun bedrijf al wandelend uitoefenen of eigen voortbrengselen verkoopen, zooals de mandenmakers, ketellapers, matenmakers, enz.

Nochtans mag het College van burgemeester en schepenen het slag van voortbrengselen, die men al wandelend of van deur tot deur aanbieden mag, uitbreiden; het mag eveneens deze wijze van rondventen op bepaalde tijdstippen, voor de verkoop van alle of van sommige voortbrengselen, toelaten.

ART. 24.

De rondventer, reizend handelaar of ambachtsman, mag niet aan de deuren kloppen of schellen, noch in de bewoonde plaatsen dringen of trachten te dringen, zonder daartoe door de bewoners aanzocht te zijn.

Nochtans mag, onverminderd de politiemacht der gemeenteoverheden, het aanbieden van koopwaren, al wandelend of van deur tot deur, door geroep of seinen aangekondigd worden.

ART. 25.

Behalve in de door de gemeente-overheid toegelaten gevallen, is het verboden, rond te venten na zons-
ondergang.

ART. 26.

Elk rondventer, reizend handelaar of ambachtsman, moet op zichtbare wijze een plaat dragen, vermeldende zijn woonplaats of, zoo hij vreemdeling is, zijn verblijfplaats en een volgnummer, overeenkomend met dat van de lijst der rondventers van die gemeente.

En outre, il doit être porteur d'un certificat de moralité, délivré chaque année par le bourgmestre de son domicile et d'un document établissant son inscription au rôle des patentes.

ART. 27.

Le colportage est interdit :

1° Aux enfants âgés de moins de 16 ans, s'ils ne sont pas accompagnés de leurs parents ou des personnes qui en tiennent lieu légalement ;

2° Aux adultes qui se livrent au colportage par bande de trois personnes ou plus ;

3° A ceux qui ont été condamnés du chef des articles 372 à 386, 439 à 442, 468 à 476 du Code pénal.

ART. 28.

Le colporteur, marchand ou artisan ambulant, sera tenu de justifier de la provenance de ses marchandises sur simple réquisition de la police locale, sauf toutefois en ce qui concerne la vente de comestibles non manufacturés.

ART. 29.

Est tenu aux obligations prescrites par les articles précédents celui qui exerce en ambulance le commerce prévu à l'article 10.

VI. — *Dispositions pénales.*

ART. 30.

Seront punis d'une amende de 50 à 2,000 francs, sans préjudice des dommages-intérêts :

1° Celui qui, dans un but de concurrence et sciemment, aura fait usage, pour la désignation de sa personne, de ses établissements ou

Hij moet bovendien drager zijn van een getuigschrift van zedelijkheid, jaarlijks afgeleverd door den Burgemeester van zijn woonplaats en van een bewijs, dat hij op de patentenlijst is ingeschreven.

ART. 27.

Het rondventen is verboden :

1° Aan de kinderen beneden 16 jaar, wanneer zij niet vergezeld zijn door hunne ouders of dezer wettelijke plaatsbekleeders ;

2° Aan de volwassenen, die per bende van drie of meer personen rondventen ;

3° Aan hen, die veroordeeld werden krachtens de artikelen 372 tot 386 ; 439 tot 442 ; 468 tot 476 van het Wetboek van strafrecht.

ART. 28.

De rondventer, reizend handelaar of ambachtsman, is gehouden, eenvoudig op aanvraag van de plaatselijke politie, de herkomst van zijn koopwaren te bewijzen, behalve nochtans wat betreft den verkoop van niet verwerkte eetwaren.

ART. 29.

Is onderworpen aan de in de vorige artikelen voorgeschreven verplichtingen, hij die al wandelend den in artikel 10 voorzienen handel drijft.

VI. — *Strafbepalingen.*

ART. 30.

Worden, onverminderd de schadevergoeding, gestraft met een boete van 50 tot 2,000 frank :

1° Hij, die met het oog op concurrentie en wetens, ter aanwijzing van zijn persoon, van zijn inrichtingen of van zijn voortbrengselen, gebruik

de ses produits, de noms, firmes, ou signes propres aux personnes, établissemens ou produits d'un ou de plusieurs de ses concurrents;

2^o Celui qui aura tenté de faire croire à l'existence d'un contrôle de marchandises par des agents de l'autorité ou par les laboratoires ou services quelconques reconnus par une autorité publique;

3^o Celui qui, par paroles, écrits, images ou autrement, aura fait état publiquement et fausement de références ou de distinctions honorifiques;

4^o Celui qui aura provoqué l'erreur des acheteurs sur les quantité, mesure, contenance, poids, volume, etc. des marchandises mises en vente par pièce, paquet, récipient, écheveau, bobine, etc., lorsqu'il est d'usage de vendre ces marchandises sous cette forme et que le prix est déterminé tant la pièce, le paquet, etc.;

5^o Celui qui aura omis, soit de tenir le livre prescrit à l'article 10, soit d'y inscrire les mentions obligatoires, ou qui aura sciemment altéré des déclarations y mentionnées.

ART. 51.

Une amende de 50 à 2000 francs sera prononcée solidairement contre le vendeur et contre l'Officier ministériel qui l'aura assisté, sans préjudice des dommages-intérêts:

1^o En cas d'omission de la déclaration prescrite aux articles 11, 12, 19 et 20 ou d'altération volontaire de la vérité dans cette déclaration;

2^o Si des marchandises neuves ne faisant pas partie du fonds ou du mobilier mis en vente ou n'étant pas

gemaakt heeft van namen, firma's of teekenen, eigen aan de personen, inrichtingen of voortbrengselen van een of van verschillende zijner concurrenten;

2^o Hij, die gepoogd heeft, te doen gelooven aan het bestaan van een toezicht over koopwaren door overheidsagenten of door de laboratoria's of om 't even welke diensten, door een openbare overheid erkend;

3^o Hij, die zich door woord, schrift, beeld of anderszins, openlijk en valsch beroepen heeft op referentiën of eervolle onderscheidingen;

4^o Hij, die de koopers misleid heeft omtrent de hoeveelheid, de maat, den inhoud, het gewicht, den omvang, enz., der per stuk, pak, vat, streng, klos, enz., te koop gestelde waren, wanneer die waren gebruikelijk op die wijze verkocht worden en de prijs gesteld is op zooveel per stuk, pak, enz.;

5^o Hij, die verwaarloosd heeft, hetzij het bij artikel 10 voorgeschreven boek te houden, hetzij daarin de opgelegde vermeldingen op te teekenen, of die wetens de waarheid van de daarin vermelde verklaringen verdraaid heeft.

ART. 51.

Onverminderd de schadevergoeding, wordt een straf van 50 tot 2,000 frank solidair uitgesproken voor den verkooper en voor den ministeriëlen ambtenaar, die hem heeft bijgestaan:

1^o Bij verwaarloozing van de bij artikelen 11, 12, 19 en 20 voorgeschreven aangifte of bij vrijwillige verdraaiing van de waarheid in deze aangifte;

2^o Indien nieuwe, niet in den handelsvoorraad of in de te koop gestelde meubelen of in den inventaris

portées à l'inventaire ont été introduites sciemment dans les ventes prévues aux articles 11, 12, 19 et 20, dans les ventes par autorité de justice ou dans les ventes d'objets usagés.

ART. 32.

Seront confisquées les marchandises mises en vente en contravention aux dispositions régissant les ventes avec ou sans cri public prévues aux articles 11, 13, 19 et 20.

ART. 33.

Seront punis d'une amende de 1 à 25 francs, ou de un à sept jours d'emprisonnement, séparativement ou cumulativement, chacune des contraventions aux dispositions des articles 22 et 29 inclus.

ART. 34.

En cas de récidive, le maximum de l'amende sera appliqué et les peines pourront être portées au double.

Il y a récidive chaque fois qu'une personne se rend coupable d'une contravention à la présente loi en-deans les douze mois qui suivent sa condamnation du chef d'une contravention de même nature.

VII. — *De l'action en cessation.*

ART. 35.

La cessation d'un acte de concurrence illicite peut être ordonnée, soit par le juge de paix du lieu où cet acte est commis, soit par le juge de paix du domicile de l'auteur de l'acte illicite.

begrepen koopwaren wetens werden opgenomen in de bij artikelen 11, 12, 19 en 20 voorgeschreven verkooping, in de verkooping op rechterlijk gezag en in de verkooping van gebruikte voorwerpen.

ART. 32.

De koopwaren, te koop gesteld in overtreding met de bepalingen, die de bij artikelen 11, 13, 19 en 20 voorziene verkooping met of zonder uitroep beheerschen, worden verbeurd verklaard.

ART. 33.

Wordt gestraft met een boete van 1 tot 25 frank of met gevangenisstraf van een tot zeven dagen, afzonderlijk of gezamenlijk, elke overtreding van de bepalingen der artikelen 22 tot 29 inbegrepen.

ART. 34.

Bij herhaling wordt het maximum van de boete toegepast en mogen de straffen verdubbeld worden.

Er is herhaling, iedermaal dat een persoon zich schuldig maakt aan een overtreding van deze wet, binnen de twaalf maand, die volgen op zijn veroordeeling wegens de overtreding van denzelfden aard.

VII. — *Van de rechtsvordering tot staking.*

ART. 35.

De staking van een daad van ongeoorloofde concurrentie mag bevolen worden door den vrederechter der plaats waar die daad bedreven wordt of door den vrederechter der woonplaats van den bedrijver van de ongeoorloofde daad.

Le juge statue sans délai et, au plus tard, endéans la huitaine de l'introduction de la demande, par une ordonnance mise au bas de l'exploit original de citation et délivrée à la partie demanderesse. En cas de rejet de la demande, la citation est déposée au greffe.

L'ordonnance détermine le délai dans lequel l'acte devra cesser. Ce délai ne peut dépasser huit jours à partir de la date de l'ordonnance ou de celle de sa signification, quand le droit d'opposition a été réservé.

ART. 36.

L'ordonnance est exécutoire sur minute sans signification préalable. Elle n'est susceptible d'opposition que si le juge, en prononçant la cessation, en a réservé le droit à la partie condamnée par défaut. Le délai de l'opposition est déterminé par le juge et ne peut pas excéder trois jours à partir de la signification.

ART. 37.

L'opposition est signifiée conformément à l'article 20 du Code de procédure civile et le juge de paix statue par une ordonnance mise au bas de la copie de l'original de l'exploit. Lorsque cette ordonnance déboute le défendeur au principal, elle est délivrée au demandeur et est exécutoire sans signification préalable. Elle est déposée au greffe dans le cas où l'opposition est admise.

ART. 38.

La procuration de la partie rem-

De rechter doet uitspraak zonder verwijl en, uiterlijk binnen acht dagen na de inleiding van de rechtsvordering, door een bevel, geplaatst van onderen op de oorspronkelijke dagvaarding en afgeleverd aan den aanlegger. Bij verwerping van den eisch wordt de dagvaarding ter griffie nedergelegd.

Het bevel bepaalt den tijd binnen denwelken de daad moet gestaakt worden. Die tijd mag niet gesteld worden na acht dagen, te rekenen met den datum van het bevel of met dien van de beteekening, wanneer het recht van verzet werd voorbehouden.

ART. 36.

Het bevel is uitvoerbaar op minuut zonder voorafgaande beteekening. Het is alleen vatbaar voor verzet, wanneer de rechter, bij de uitspraak van de staking, het recht ervan heeft voorbehouden aan de bij verstek veroordeelde partij. Het uitstel van verzet wordt bepaald door den rechter en mag drie dagen niet overschrijden, te rekenen met de beteekening.

ART. 37.

Het verzet wordt beteekend luidens artikel 20 van het Wetboek van Burgerlijke rechtspleging en de vrederechter doet uitspraak door een bevel, van onderen op het afschrift of op de oorspronkelijke dagvaarding geplaatst. Wijst dit bevel den verweerder in hoofdzaak af, dan wordt het afgeleverd aan den eischer en is het uitvoerbaar zonder voorafgaande beteekening. Wordt het verzet aangenomen, dan wordt het bevel ter griffie nedergelegd.

ART. 38.

De volmacht van de door een

placée par un mandataire peut être donnée en marge de l'original ou de la copie de l'exploit.

ART. 39.

L'ordonnance prononçant la cessation et celle de débouté d'opposition sont exécutoires par provision nonobstant appel et sans caution.

Le tribunal de commerce statue en dernier ressort. Ses décisions sont exécutoires dans les mêmes formes et délais que l'ordonnance en cessation.

ART. 40.

L'action en cessation s'exerce sans préjudice au droit à des dommages-intérêts ni aux dispositions pénales de la loi.

Elle appartient :

1° A quiconque est exposé à un dommage par le fait de l'acte illicite;

2° A toute Union professionnelle légalement constituée lorsqu'un ou plusieurs de ses membres sont exposés à un dommage du chef de l'acte illicite.

ART. 41.

L'infraction à l'ordonnance du juge ainsi que la récidive, dans les six mois de l'acte illicite dont la cessation ou l'interdiction aura été ordonnée, sont punissables par une amende de 50 à 2,000 francs.

ART. 42.

L'infraction et la récidive peuvent être constatées par huissier, par tout officier de police ou par un agent

lasthebber vervangen partij mag gegeven worden op den raad van den oorspronkelijken tekst of van het afschrift van de dagvaarding.

ART. 39.

Het bevel waarbij de staking wordt uitgesproken en het bevel waarbij het verzet wordt afgewezen, zijn uitvoerbaar bij voorraad, ondanks beroep en zonder borgstelling.

De handelsrechtbank vonnist in laatste aanleg. Hare beslissingen zijn uitvoerbaar in dezelfde vormen en binnen dezelfde termijnen als die van het bevel tot staking.

ART. 40.

De rechtsvordering tot staking geschiedt onverminderd de rechten op schadevergoeding en onverminderd de strafbepalingen van de wet.

Mag ze instellen :

1° Al wie door de ongeoorloofde daad wordt blootgesteld aan schade;

2° Elke wettelijk opgerichte vakvereniging, wanneer een of verschillende harer leden door de ongeoorloofde daad worden blootgesteld aan schade.

ART. 41.

De inbreuk op het bevel van den rechter, alsmede de herhaling, binnen zes maand, van de ongeoorloofde daad, wier staking of verbod werden bevolen, zijn strafbaar met een boete van 50 tot 2,000 frank.

ART. 42.

De inbreuken en de herhaling mogen vastgesteld worden door een deurwaarder, door elken politieofficier

de l'ordre administratif à ce préposé par l'État.

Le procès-verbal de constat fait mention de la personne à laquelle il a été laissé copie du procès-verbal et de l'ordonnance de cessation, si elle n'a pas été signifiée, et, le cas échéant, de celle de débouté d'opposition.

ART. 43.

Il est alloué à l'huissier, dans les villes de première classe, 6 francs ; partout ailleurs, 5 francs.

Il lui est en outre accordé, lorsqu'il est obligé de se transporter à 2 kilomètres ou plus de sa résidence, une indemnité de voyage fixée à 25 centimes par kilomètre parcouru, tant en allant qu'en revenant.

ART. 44.

Les procurations, les ordonnances et le procès-verbal de constat sont exempts de l'enregistrement.

Les ordonnances et le procès-verbal de constat, ainsi que leurs copies, sont exempts du timbre.

VIII. — *De la publication des jugements.*

ART. 45.

Soit en prononçant des pénalités, soit en statuant sur des dommages-intérêts, le tribunal peut ordonner l'affichage des jugements à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci.

En outre, le tribunal peut ordonner la publication du jugement, aux frais du contrevenant et dans un délai déterminé, par la voie des

of door een agent van het Beheer, daartoe door den Staat aangesteld.

Het proces-verbaal van vaststelling vermeldt den persoon aan denwelken afschrift van het proces-verbaal en van het bevel tot staking wordt overgelaten, zoo dit laatste niet beteekend werd, en in voorkomend geval, van het bevel tot afwijzing van het verzet.

ART. 43.

Aan den deurwaarder wordt, in de steden van eersten rang, 6 frank en overal elders 5 frank toegestaan.

Wanneer hij zich 2 kilometer of verder van zijn standplaats verwijderen moet, wordt hem bovendien, zoowel voor de heen- als voor de terugreis, een vergoeding van 25 centimen per afgelegden kilometer toegestaan.

ART. 44.

Volmachten, bevelen en proces-verbaal van vaststelling zijn vrij van registratiekosten.

De bevelen en het proces-verbaal van vaststelling alsmede dezer afschriften, zijn vrij van zegelrecht.

VIII. — *Van de bekendmaking van de vonnissen.*

ART. 45.

Bij de uitspraak van straffen of bij de vaststelling van schadevergoeding, mag de rechtbank de aanplakking van de vonnissen bevelen, buiten op de verkoopinrichtingen van den overtreder en op dezes kosten.

Bovendien mag de rechtbank de bekendmaking van het vonnis bevelen op de kosten van den overtreder en binnen een bepaalden tijd,

journaux ou autrement et, autant que possible, de la même manière qui a servi à commettre l'infraction.

Ces mesures ne sont jamais exécutoires par provision.

IX. — *Dispositions spéciales.*

ART. 46.

Les articles 1 à 10 de la loi du 20 mai 1846 sont abrogés.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 1912.

door middel van de nieuwsbladen of anderszins en, zooveel mogelijk op de wijze die werd aangewend bij de overtreding.

Deze maatregelen zijn nooit uitvoerbaar bij voorraad.

IX — *Bijzondere bepaling.*

ART. 46.

De artikelen 1 tot 10 der wet van 20 Mei 1846, zijn afgeschaft.

Gegeven te Brussel, den 30 April 1912.

ALBERT.

Par le Roi :
*Le Ministre de l'Industrie
et du Travail.*

Van 's Konings wege :
*De Minister van Nijverheid
en Arbeid.*

ARM. HUBERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 MEI 1912.

Wetsontwerp op de handelspolitie.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Bij het eindigen van hare werkzaamheden, uitte de Nationale Commissie der Klein-Burgerij den wensch, de concurrentie, prikkel van economische bedrijvigheid en vooruitgang, door de wet te zien handhaven naar den geest van eerlijkheid, welke tot eer van den Belgischen handel verstrekt.

Uit dien wensch is de studie van het wetsontwerp op de handelspolitie gesproten. Dit ontwerp heeft niet ten doel een klassenwet te maken; het beoogt te gelijk den groothandel, den middelbaren handel, alsook al de vormen van den kleinhandel. Het wil ook het publiek tegen handelsbedrog beschermen.

Ongeoorloofde concurrentie kan op afzonderlijke wijze geschieden en door een handelaar aan een bepaalden mededinger aangedaan worden. Doch zij kan insgelijks bestaan in min of meer verspreide gebruiken, waarvoor de eerlijke handelaars een afkeer hebben en waardoor deze, tegenover hunne minder kiesche mededingers, in een ondergeschikten toestand verkeerren. Handel kan ook gedreven worden naar uitzonderingsvormen, die evenwel wettig zijn, namelijk wanneer zij regelmatig blijken en binnen de palen van de oorzaken, die daartoe aanleiding gaven. Zoo wordt de intermitteerende handel gerechtvaardigd, wanneer men daartoe volstrekt zijn toevlucht moet nemen. Hetzelfde geldt voor het rondventen. Doch, wanneer deze handelsvormen niet oprecht zijn, wanneer zij dienen om het publiek te misleiden, om het aan te lokken door zoogezegde « buitenkansen » of valsche « occasiën », dan worden zij, tegenover een gansche klasse van handelaars concurrentiemiddelen, die, ten opzichte der zedelijkheid in zake handel, worden veroordeeld.

't Is overigens op het publiek dat, ten slotte, de gevolgen dier concurrentie vallen. 't Is wel het publiek dat misleid wordt, dat de kosten van 't overdreven reklaam betaalt en wiens smaak zoodanig bedorven wordt, dat het geen waar meer schatten kan.

Geen nieuwe rechtskundige grond wordt tot steun van 't geheel van het wetsontwerp aangevoerd.

Er kan in ons land geen spraak van zijn, het stelsel der Handelspolitie te doen berusten op den grondslag eener bloote regeling, door strafbepalingen bekrachtigd. In sommige vreemde wetgevingen komen, krachtens rechterlijke overleveringen, de voorschriften omtrent het drijven van handel voor als zoovele voorwaarden tot vergunning van een recht.

In België is de handelsvrijheid een grondbeginsel, door de wet van 21 Mei 1819 gehuldigd en diep in de zeden geworteld. Elk burger heeft het recht handel te drijven, mits zich te onderwerpen aan de fiscale voorschriften en andere personen niet te benadeelen. De vrijheid van koophandel wordt enkel door artikel 1382 van het burgerlijk wetboek beperkt.

Onze rechtbanken hebben in zake oneerlijke concurrentie op de grondvesten van dit artikel een steeds toenemende en omvangrijke rechtspraak gevestigd. 't Is deze rechtspraak, welke de belanghebbenden naar de voorgestelde wet doet verlangen. Deze is slechts de omzetting in wetsbepalingen van de door de rechtspraak vastgestelde beginselen. Het ontwerp van wet wil eenerzijds enkel die rechtspraak grootendeels bekrachtigen en houdt zich anderzijds onledig met de middelen van ongeoorloofde concurrentie, waarover de rechtbanken tot hiertoe niet te oordeelen hadden. Soms ook hebben de rechtbanken hare eerste uitspraken niet genoeg bevestigd. In die gevallen, heeft het ontwerp regelen gevestigd, overeenkomstig met het algemeen beginsel.

Artikel één vat de bijzonderste punten betreffende de ongeoorloofde concurrentie samen. Artikelen 1382 en 1384 van het Burgerlijk Wetboek blijven nochtans van toepassing. Dit zegt het eerste lid van het eerste artikel. Moesten nieuwe gevallen van bedrog of oneerlijkheid zich voordoen, dan zouden de rechtbanken niet ontwapend zijn wegens het zwijgen der voorgestelde teksten. Deze teksten zouden vergelijkingen aan de hand geven. Kortom, het ontwerp beperkt den regel van het oneigenlijk misdrijf geenszins; het verklaart het slechts in bijzondere zaken.

*
* * *

De wet moet zich nochtans niet bepalen bij het erkennen van het recht op vergoeding van hem, die het slachtoffer is van sommige misbruiken; dergelijk voorbehoedend stelsel zou onvoldoende zijn. Zij moet ook de betwistingen voorkomen betreffende de verklaring van de algemeene bepalingen van artikel één. Te dien einde en ter voorkoming van de misbruiken, waaraan de openbare zedelijkheid en het openbaar belang niet onverschillig zijn, mag de wetgever de vrijheid regelen. Zulks heeft hij gedaan in het belang van de openbare gezondheid; in zake veilingen bezitten wij reeds de wet van 20 Mei 1846.

De hoofdstukken II, III, IV en V van het ontwerp maken dus een regelend deel uit, gerechtvaardigd door de noodzakelijkheid, de grootste en meest voorkomende misbruiken der ongeoorloofde concurrentie te beteu-

gelen. Men heeft willen vermijden de gewone benamingen dezer misbruiken op te geven of hun huidige niterlijken aard te bepalen. Dergelijke aanduiding zou aan de steeds vindingrijke bedriegers toelaten wettelijke maatregelen te ontduiken. Het was veeleer noodig, in den tekst den rechtskundigen aard te bepalen van de daden, welke, in opzicht van de eerlijkheid in zake handel bestraffelijk zijn.

Hoofdstuk II voorkomt alzoo de daden, waardoor een handelaar het publiek tracht te misleiden omtrent zijn persoonlijkheid, zijn inrichting of zijn voortbrengselen, verwarring of dubbelzinnigheid wil doen ontstaan omtrent merken of kenmerken, dank zij dewelke hij winst hoopt te doen, omdat zij hem voordeel kunnen doen trekken uit de reputatie door de inrichting of de waar van een concurrent verworven. Het is hem niet alleen verboden het kenmerk van een ander toe te eigenen, maar hij is bovendien verplicht aan iedereen zijn firma te doen kennen. Naamloosheid mag den handelaar niet onaansprakelijk maken. Het gebruik van een handelsnaam mag evenzoo slechts binnen sommige palen en op sommige voorwaarden geduld worden.

Hoofdstuk III regelt wijzen van verkoop, welke tot menigvuldige misbruiken aanleiding geven. Het verhindert, ten eerste, bedrog te plegen wat betreft de oprechte hoeveelheid waren die, wanneer zij niet per gewicht of maat worden verkocht, soms onder bedrieglijke gedaanten worden aangeboden. Wanneer dergelijk misbruik in den eenen of anderen handelstak zal schijnen algemeen te worden, dan mag de uitwendige aanwijzing van de hoeveelheid waren bij koninklijk besluit bevolen worden.

Om een concurrent te doen verdwijnen of hem in wantrouwen te brengen, wordt soms door één of meer handelaars een verkoop van waren onder den werkelijken prijs ingericht. Soms gebeurt zulks maar in schijn. Tentoongestelde waren worden met spotprijzen gemerkt, doch men wacht zich wel ze te leveren. Dergelijke handelwijzen moeten verboden worden.

Het is den verkoper zeker toegelaten aan hunne klanten een disconto of een geschenk aan te bieden. Maar dit verkoopbeding moet eerlijk toegepast worden. Feitelijk is die belofte over 't algemeen bedrieglijk : de kooper, welke zich dikwijls door de premie laat lokken, wordt misleid omtrent de wezenlijke waarde.

Daarom moet krachtens artikel 8 die waarde opgegeven worden, en om te beletten dat men deze zou overdrijven, mag de kooper die waarde in klinkende munt eischen. Hetzelfde artikel is van toepassing op de afslagzegels, welke tot zoovele misbruiken hebben aanleiding gegeven.

Artikel 9 verbiedt de handelsloterijen, welke zij ook wezen, alsook praktijken, zooals sneeuwballen, enz.

Nijverheidsvereenigingen hebben meermaals de aandacht gevestigd op het te groot gemak, waarmede zekere handelaars aannemen, waren van verdachte herkomst weder te verkoopen. Het houden van een boek, waarin hunne aankopen moeten vermeld staan, zal die handelaars dwingen omzichtiger te zijn. Dit is een middel om het aan den man brengen van gestolen voorwerpen moeilijker te maken, waartegen rechtsvervolging soms ondoelmatig schijnt.

De intermitteerende handel, uitstallingen, uitverkoopingen, verkoopingen van allen aard, welke onder allerhande voorwendselen geschieden, geven aanleiding tot talrijke misbruiken. Die menigvuldige en gewaagde verrichtingen, waardoor het valsch aangelokt publiek wordt bedrogen en al de vooruitzichten der ernstige en eerlijke handelaars schipbreuk lijden, moeten beteugeld worden.

De intermitteerende handel wordt thans door de wet van 20 Mei 1846 geregeld. Volgens de bedoeling van de ontwerpers, was die wet tegen de geveinsde uitverkoopingen gericht. Doch, toen die wet uitgevaardigd werd, bestond het eenig misbruik van uitverkoopen in verkoopingen bij uitroep. Na goede vruchten te hebben afgeworpen, werd de wet ondoelmatig, omdat de handelsgebruiken veranderden. In Frankrijk, heeft de wet van 30 December 1896, de bepalingen der wet van 1844, welke zeer overeenstemt met de onze van 1846, toepasselijk gemaakt op de uitstallingen en op alle andere soorten van uitverkoopingen in 't algemeen.

Artikelen 11 en volgende van het ontwerp zijn insgelijks van toepassing op heel den intermitteerenden handel. Zij herhalen de bepalingen der wet van 20 Mei 1846, maar verminderen de formaliteiten. De voorafgaande toelating werd vervangen door een eenvoudige verklaring voor welker echtheid de verkoper aansprakelijk wordt gesteld.

Sommige handelaars hebben gevraagd, dat een bijzonder stelsel zou toegepast worden op de seizoen-uitverkoopingen, dat is, op het verkoopen van waren, welke beschadigd, uit de mode geraakt, of aan waardevermindering blootgesteld zijn.

Artikel 19 wiligt dien wensch in en schrijft tevens maatregelen voor om de oprechtheid dier verrichtingen te verzekeren.

De handel der rondventers is feitelijk een onregelmatige handel, welke den koper geen enkele van de waarborgen van den vasten handel oplevert. De rondventer trekt voorbij en vertoont zich meestal niet meer. Hij mag zonder gevaar gestolen of ontvreemde voorwerpen, waren van verdachte herkomst aan den man brengen, de klanten bedriegen omtrent de hoedanigheid en de maat, en zijn waar opdringen door medelijden in te boezemen of zelfs schrik aan te jagen. Het geschiedt zelfs dat hij geweld gebruikt. Soms worden misdaden aangeklaagd, welke hem ten laste worden gelegd. Ten slotte is het rondventen voor sommigen slechts een voorwendsel om al bedelend te zwerven.

Er bestaan ongetwijfeld vele eerlijke rondventers; deze vooral wenschen maatregelen te zien nemen, opdat hun beroep door deftiger lieden zou uitgeoefend worden en meer achting zou genieten.

Het rondventen kan slechts verdedigd worden indien het diensten bewijst. Uit een onderzoek over heel het land ingesteld, schijnt te blijken, dat het nut van het rondventen niet te betwijfelen valt in sommige streken van 't land en voor den verkoop van sommige waren. Om die reden behoort een regeling getroffen te worden betreffende den persoon van den rondventer, de door hem verkochte waren, de wijze waarop hij te werk gaat. De reizende handelaar zal voortaan drager moeten zijn van een getuigenschrift van eenzel-

vigheid en zedelijkheid, ten minste 16 jaar oud zijn en sommige veroordeelingen niet hebben opgelopen; de herkomst van zijn koopwaren bewijzen; hij zal niet per bende of 's nachts mogen rondventen; het zal hem verboden zijn in bewoonde plaatsen te dringen; behalve op de door de gemeenteoverheid aangewezen plaatsen, zal hij niet op den openbaren weg mogen vertoeven. Het behoort aan deze overheid naar de plaatselijke noodzakelijkheden, het slag van voortbrengselen te bepalen, die men op straat of van deur tot deur aanbieden mag gedurende gansch het jaar of op bepaalde tijdstippen. Er zijn nog zeer uitgestrekte gemeenten, met ver afgelagen gehuchten, waar de vaste handel onvoldoende is om sommige gebruikswaren te bezorgen. De plaatselijke overheid zal al de omstandigheden moeten onderzoeken.

De wet waarborgt nochtans aan sommige handelstakken en ambachten, welke hoofdzakelijk door rondventers worden gedreven een vrije uitoefening.

*
* *

De door het ontwerp voorziene bekrachtigingen zijn viervoudig. Zij verschillen van aard en sluiten malkaar niet uit.

1° Een rechtsvordering tot schadevergoeding kan, krachtens artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek en van artikel I van het ontwerp, ingespannen worden door alwie nadeel lijdt wegens een daad van concurrentie voorzien bij artikel 1 of wegens de overtreding van een der voorschriften; die overtreding maakt den dader burgerlijk aansprakelijk.

2° Sommige dezer overtredingen worden bovendien door de wet gestraft. Het zijn die voorzien door artikelen 50, 51 en 53, welke de bepalingen van artikelen 1, 2, 6, 10, 11, 18, 23 tot 29 van het ontwerp aanvullen. Men moet geene beteugelende maatregelen voorzien voor andere misbruiken dan voor degene door grove schuld of kwade trouw gepleegd. Doch sommige bewuste oneerlijkheden dienen door de wet gestraft te worden, zulks is soms het eenig middel om de bedriegers, welke wegens hun overmogen des te stouter zijn, te treffen.

Artikelen 51 en 52 zijn overgenomen uit de wet van 20 Mei 1846.

3° Artikelen 53 en volgende voeren een bekrachtiging in, die tot nog toe door onze wetten niet was voorzien. De rechtsvordering tot staking komt ons voor als zijnde, dank zij hare snelle toepassing en haar uitwerksel, het doelmatigste middel om de ongeoorloofde concurrentie te bestrijden. De rechtsvordering tot schadevergoeding is dikwijls nutteloos, omdat het moeilijk is te bewijzen, dat schade werd toegebracht en desgevallend het bedrag daarvan te bepalen. Deze is, over 't algemeen, wat den persoon en de zaken van den aanvrager betreft, gering in vergelijking van de voordeelen, door den verweerder uit de ongeoorloofde verrichting getrokken. De rechtsvordering tot schadeloosstelling heeft geene waarde als behoedmiddel. De rechtsvordering tot staking onderstelt integendeel geen beteugelend doel. Zij is een terugroeping tot het recht, waarschuwt den bedrijver van de ongeoorloofde daad, verbiedt hem haar te blijven plegen en voorkomt daarvan de gevolgen voor hem zelve. 't Is een soort van maatschappelijke

rechtsvordering, vermits zij kan ingespaanen worden door een erkende vakvereeniging en door al wie door de ongeoorloofde daad nadeel kan lijden.

Dergelijk stelsel van verzoening dient ernstig beschermd te worden. De inbreuk op het bevel van den rechter is een bewijs van blijkbare kwade trouw. Zulks rechtvaardigt de strafbepaling van artikel 41.

De vrederechter is bevoegd om kennis te nemen van de rechtsvordering tot staking, niet krachtens het beginsel van de uitbreiding van de bevoegdheid van dien magistraat, maar omdat alleen zijn optreden in het voorhanden geval als nuttig voorkomt. Het is inderdaad noodig, dat de zaak ter plaatse en onverwijld gevonnisd worde. Wat de rechtspleging betreft, zij beoogt een drievoudig doel : gemak, spoed, besparing.

Indien de ondervinding ons leert, dat de rechtsvordering tot staking goede uitslagen oplevert, dan kan deze tot allerlei andere rechtszaken uitgebreid worden;

4^o Artikel 45 van het ontwerp voorziet ten slotte een laatste bekrachtiging : de rechtbank mag de bekendmaking van de vonnissen bevelen. De doelmatigheid van die maatregelen in handelszaken is niet te betwisten.

Dergelijke bepaling bestaat reeds om het vervalschen van eetwaren te beteugelen.

De vakvereenigingen hebben mede te werken om de wet op de handelspolitie te helpen toepassen. Zij zijn gemachtigd in rechten te verschijnen. Dit recht wordt haar opnieuw erkend in zake rechtsvordering tot staking. Het zal haar dikwijls behooren de beginselen van eerlijkheid ten opzichte van de handelsverrichtingen, welke zij reeds in hunne onderscheidenlijke bonden moeten toepassen, te doen eerbiedigen. Men mag de hoop koesteren, dat zij in dit opzicht haren plicht zullen doen en zullen medewerken om de wet te doen eerbiedigen, waarvan de aanneming door vele handels- en nijverheidsvereenigingen wordt betracht.

Om den wensch dier vereenigingen te vervullen heeft de Regeering de eer dit ontwerp van wet op de handelspolitie in te dienen.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.

PROJET DE LOI
sur la police du commerce.

Albert,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie et du Travail est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

I. — *De la concurrence illicite en général.*

ARTICLE PREMIER.

Est tenu à réparation quiconque, dans l'exercice de son commerce ou de sa profession, a, par lui-même ou par le fait des personnes qu'il emploie, causé un préjudice moral ou matériel :

1^o Par des actes ou des manœuvres de nature à créer la confusion entre sa personne, son établissement ou ses produits et la personne, l'établissement ou les produits de ses concurrents ;

2^o Par des imputations fausses à l'adresse de la personne, des entreprises, des marchandises, du personnel et de tout ce qui se rapporte à l'industrie de ses concurrents ;

3^o Par des indications inexactes

ONTWERP VAN WET
op de handelspolitie.

Albert,

KONING DER BELGEN.

Aan allen tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voordracht van Onzen Minister van Nijverheid en Arbeid.

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

Onze Minister van Nijverheid en Arbeid is gelast, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers volgend wetsontwerp aan te bieden :

I. — *Van de ongeoorloofde concurrentie in het algemeen.*

EERSTE ARTIKEL.

Is gehouden tot vergoeding, al wie in de uitoefening van zijn handel of van zijn bedrijf, persoonlijk of door bemiddelaars, zedelijke of stofelijke schade berokkend heeft :

1^o Door daden of door middelen, die van aard zijn om verwarring teweeg te brengen tusschen zijn persoon, zijn inrichting of zijn voortbrengselen en den persoon, de inrichting of de voortbrengselen van zijn concurrenten ;

2^o Door misleiding omtrent den persoon, het bedrijf, de koopwaren, het personeel en al wat betrekking heeft op het bedrijf van zijn concurrenten ;

3^o Door misleiding omtrent zijn

sur sa personnalité commerciale, sur sa propriété industrielle, telles que dessins, marques, brevets, références, distinctions, etc., sur la nature de ses produits ou de ses marchandises, sur leurs qualités propres, sur les conditions de leur fabrication, sur leur origine et leur provenance, sur leur prix réel, sur leur quantité, sur les motifs de la vente, pourvu que ces indications aient été rendues publiques au moyen de paroles, écrits, images ou de toute autre manière;

4° Par la violation des secrets industriels ou commerciaux ou par la provocation à la violation de ces secrets;

5° Par l'usage abusif, ou par la provocation à cet usage, de modèles, échantillons, combinaisons techniques, formules et, en général, de toutes indications ou de tous documents, confiés en vue d'un travail, d'une exécution, d'une étude ou d'un devis;

6° Par l'usage abusif du matériel, de l'emballage, des récipients, etc., d'un concurrent, même sans l'intention de s'en attribuer la propriété, ni de créer une confusion entre les personnes, les établissements et les produits;

Et, en général, par tout fait illicite de nature à créer une supériorité réelle ou apparente au profit de son auteur et au détriment de ses concurrents.

II. — *Du nom commercial et de la désignation commerciale.*

ART. 2.

Il ne peut être fait usage pour l'enseigne d'un établissement, ni pour la désignation d'un produit, de

handelsnaam, omtrent zijn nijverheidseigendom, zooals teekeningen, merken, brevetten, referentiën, onderscheidingen, enz., omtrent den aard van zijn voortbrengselen of van zijn koopwaren, omtrent dezer eigenschappen, vervaardigingsvoorwaarden, oorsprong en herkomst, omtrent hun werkelijken prijs, omtrent hun hoeveelheid, omtrent de verkoopsoorzaken, zoo deze misleiding openlijk geschied is door woord, schrift of anderszins;

4° Door de schending van geheimen aangaande handels- of nijverheidszaken of door veroorzaking van de schending van die geheimen;

5° Door het misbruiken of door de veroorzaking van het misbruiken van modellen, stalen, technische berekeningen, formules en, over 't algemeen, van alle aanduidingen of van alle stukken, die werden toevertrouwd met het oog op een werk, een uitvoering, een studie of een bestek;

6° Door het misbruiken van het materiëel, de inpakking, de vaten, enz., van een mededinger, zelfs zonder het voornemen zich het eigendomsrecht ervan toe te eigenen of verwarring te veroorzaken tusschen de personen, de inrichtingen en de voortbrengselen.

En, in 't algemeen, door elke ongeoorloofde daad, van aard om een werkelijke of schijnovermacht te doen ontstaan ten voordeele van den dader en ten nadeele van dezen concurrenten.

II. — *Van den handelsnaam en van de handelsaanwijzing.*

ART. 2.

Als kenteeken van een inrichting of als aanwijzing van een voortbrengsel mogen geen benamingen,

dénominations, de signes ou d'images qui appartiennent à d'autres personnes en vertu d'un droit privatif ou d'une possession antérieure, ou qui impliquent une désignation d'origine, à moins qu'une telle dénomination ne constitue la désignation usuelle ou nécessaire du produit ou de l'établissement.

ART. 3.

Toute installation de vente, permanente ou non, doit porter, extérieurement et d'une manière apparente, l'indication du nom ou de la raison sociale de son propriétaire et, si celui-ci n'est pas établi dans la localité, l'indication de son domicile ou siège social.

ART. 4.

Nul ne peut faire usage, soit par inscription sur l'emballage des produits, sur les récipients, sur les enseignes, circulaires, affiches ou annonces, sur les factures ou autres pièces, soit par proclamation, soit de tout autre manière, d'un nom propre ou de son nom commercial.

ART. 5.

Le commerçant qui apporte à son nom patronymique et à l'un ou plusieurs de ses prénoms une adjonction, est censé adopter un nom commercial.

Le nom de la femme et les indications de nature à désigner d'une façon plus précise la personne du titulaire ou le genre de ses affaires sont les seules adjonctions permises.

Sont, en outre interdites, les dénominations ou mentions propres à induire en erreur sur l'identité du titulaire ou à faire croire faussement à l'existence d'une société.

teekenen of beelden gebruikt worden, die krachtens een uitsluitend recht, of vroeger bezit aan andere personen toebehooren of een teeken van herkomst bevatten, tenzij zulke benaming de gebruikelijke of onmisbare benaming van het voortbrengsel of van de inrichting uitmaakt.

ART. 3.

Op elke al of niet blijvende verkoopinrichting moet, van buiten en op zichtbare wijze, de naam of de firma van den eigenaar vermeld worden en, indien deze niet ter stede verblijft, de opgave van zijn woonplaats of maatschappelijken zetel.

ART. 4.

Op verpakkingen van voortbrengselen, vaten, kenmerken, omzendbrieven, plakbrieven of berichten, op rekeningen of andere stukken, ook bij uitroep of anderszins, mag men alleen zijn familie- of zijn handelsnaam gebruiken.

ART. 5.

De handelaar, die aan zijn familienaam en aan een of meer van zijn voornamen iets bijvoegt, wordt aangezien als hebbende een handelsnaam aangenomen.

De naam van de vrouw en de aanduidingen, die van aard zijn om juister den persoon van den titularis of den aard van zijn bedrijf te doen kennen, zijn de eenige toegelaten bijvoegingen.

Worden bovendien verboden, de benamingen of vermeldingen, die misleiding kunnen veroorzaken omtrent de identiteit van den titularis of valsch doen gelooven aan het bestaan van een vennootschap.

Le nom commercial doit être inscrit, dans les huit jours du premier acte d'usage, dans un registre spécial et public déposé au greffe du tribunal de commerce du domicile ou siège social du titulaire.

Un arrêté royal détermine la forme et les conditions de l'inscription et des communications au public.

III. — *De quelques modes de vente commerciale.*

ART. 6.

Le Roi peut rendre obligatoire l'indication en unités légales des volume, poids, contenance, mesure, quantité, etc. des marchandises, à l'extérieur des pièce, paquet, récipient, écheveau, bobine, etc.

ART. 7.

La vente de marchandises neuves non détériorées à un prix inférieur à la valeur marchande, non plus que leur exposition avec mention d'un tel prix, ne peuvent avoir lieu dans un but de concurrence illicite et exigent, éventuellement, l'observation des prescriptions relatives au commerce intermittent.

L'offre en vente d'un objet, soit par exposition à prix marqué, soit par annonces, soit par remise d'échantillons, ou de toute autre manière, implique, sauf réserves formelles, l'engagement de délivrer cet objet et en outre, au même prix, tous les objets identiques exposés en vente, tenus dans les magasins du vendeur pour être vendus, ou dont le vendeur a annoncé l'existence en sa possession.

De handelsnaam moet binnen acht dagen na de eerste akte van gebruik geboekt worden in een bijzonder en openbaar register, berustend ter griffie van de handelsrechtbank der woonplaats of van den maatschappelijke zetel van den titularis.

Een koninklijk besluit regelt den vorm en de voorwaarden van de inschrijving en van de kennisgevingen aan het publiek.

III. — *Van eenige wijzen van verkoopen in handelszaken.*

ART. 6.

De opgave, per wettelijke eenheden, van ruimte, gewicht, inhoud, maat, hoeveelheid, enz., van de koopwaren, buiten op de stuks, pakken, valen, strengen, klossen, enz., mag door den Koning verplichtend worden gemaakt.

ART. 7.

De verkooping van nieuwe, niet in waarde afgenomen koopwaren, tegen een prijs beneden de marktwaarde, alsmede de uitstalling van deze koopwaren met vermelding van zulkdanigen prijs, mogen niet met het oog op ongeoorloofde concurrentie geschieden en eischen gebeurlijk naleving van de voorschriften betreffende den intermitterenden handel.

Het te koop aanbieden van een voorwerp, 't zij bij uitstalling met vastgestelden prijs, 't zij bij berichten, 't zij bij afgifte van stalen of anderszins, onderstelt, behoudens nadrukkelijk voorbehoud, de verplichting, dit voorwerp te leveren en bovendien tegen denzelfden prijs te leveren, al de ter verkooping in de magazijnen van den verkooper voorradige voorwerpen of die voorwerpen, waarvan de verkooper het

ART. 8.

Des marchandises en nature ne peuvent être offertes aux acheteurs, avec ou sans intervention de tiers, à titre de prime, d'escompte ou de part de bénéfice, que si elles portent l'indication de leur valeur.

L'acheteur a la faculté d'exiger cette valeur en espèces.

Le vendeur est responsable de la délivrance des primes payables par les tiers.

ART. 9.

Est interdite la vente dans laquelle, malgré le paiement de tout ou partie du prix, la délivrance de l'objet principal ou les avantages accessoires sont subordonnés à des conditions dont la réalisation ne dépend pas exclusivement de la volonté de l'acheteur.

ART. 10.

Quiconque fait profession d'acheter, pour les revendre, soit des objets usagés, soit des marchandises provenant de personnes autres que celles qui les fabriquent ou qui en font le commerce, est tenu d'avoir un registre coté et paraphé par le tribunal de commerce et d'y inscrire, avec la date, les noms, surnoms, qualités et demeures de ceux avec qui il contracte, ainsi que la nature, la quantité et le prix des choses achetées. Le registre comprendra des numéros d'ordre, qui devront être reportés sur les marchandises.

Ce registre devra être produit à toute réquisition de la police locale.

bestaan te zijnent heeft aangekondigd.

ART. 8.

Aan de koopers mogen geen koopwaren in natuur, met of zonder tussenkomst van derden, als premie, disconto of winstaandeel worden aangeboden, tenzij met opgave van hare waarde.

De kooper mag die waarde in klinkende munt eischen.

De verkooper is verantwoordelijk voor de aflevering van de door derden te betalen premiën.

ART. 9.

Is verboden, de verkoop, waarbij ondanks geheele of gedeeltelijke betaling van den prijs, de aflevering van het hoofdvoorwerp of de bijkomende voordeelen onderworpen zijn aan voorwaarden, welker vervulling niet uitsluitend afhangt van den wil des koopers.

ART. 10.

Hij, wiens beroep het is, om ze weder te verkoopen, gebruikte voorwerpen of koopwaren aan te koop, voortkomende van andere personen dan die, welke ze voortbrengen of er handel in drijven, moet een door de handelsrechtbank genommerd en gewaarmerkt register houden en daarin, met dagteekening, opschrijven : 1° de namen, de bijnamen, hoedanigheid en woonplaats van hen met wie hij overeenkomt; 2° den aard, de hoeveelheid en den prijs van de gekochte voorwerpen. Het register moet volgnummers bevatten, die op de koopwaren moeten overgebracht worden.

Dit register moet op elke aanvraag van de plaatselijke politie worden vertoond.

IV. — *Du commerce intermittent.*

ART. 11.

Aucune vente en détail, organisée en vue de l'écoulement rapide d'un fonds ou d'un assortiment de marchandises non usagées, ne peut avoir lieu, à cri public ou autrement, qu'après une déclaration faite, en double exemplaire, par le propriétaire des marchandises au collège des bourgmestre et échevins. Un exemplaire de la déclaration visé par le bourgmestre sera remis au déclarant.

ART. 12.

Sont soumises à la même formalité les ventes de vins, quels que soient les récipients, si la quantité est inférieure à 250 litres, ainsi que toutes les ventes en détail de marchandises manufacturées non usagées, lorsqu'elles ont lieu à cri public, soit aux enchères, soit au rabais, soit à prix fixe proclamé, avec ou sans l'assistance des officiers ministériels. Est assimilée à la proclamation du prix, l'indication du prix par gestes ou par inscription, lorsque l'offre de vente est faite par cri.

ART. 13.

Sont dispensées de la déclaration de l'article 11, les ventes à cri public prescrites par la loi ou faites par autorité de justice ou par les monts de pitié. En sont également dispensées les ventes à cri public d'objets de peu de valeur connus dans le commerce sous le nom de menue mercerie.

IV. — *Van den intermitteerenden handel.*

ART. 11.

Met het oog op den snellen af trek van een voorraad of van een stel niet gebruikte koopwaren mag de eigenaar der koopwaren niet overgaan tot een verkooping in 't klein, bij uitroep of anderszins, dan na daarvan aangifte te hebben gedaan, in dubbel, aan het College van burgemeester en schepenen. Een exemplaar van de aangifte, door den burgemeester onderteekend, wordt aan den aangever teruggeven.

ART. 12.

Worden aan dezelfde formaliteit onderworpen, de verkooping van wijn, in om 't even welke vaten van minder dan 250 liter, alsmede al de verkooping in 't klein van verwerkte, niet gebruikte koopwaren, wanneer deze verkooping geschiedt bij uitroep, hetzij bij opbod, hetzij bij afbod, hetzij tegen openlijk vastgestelden prijs, met of zonder tussenkomst van ministeriële ambtenaren. Wordt gelijk gesteld met openlijke vaststelling van den prijs, de opgave van den prijs door gebaren of opschriften, wanneer de verkooping bij uitroep geschiedt.

ART. 13.

De verkooping bij uitroep, voorgeschreven door de wet of gehouden op rechterlijk gezag of door de Bergen van Barmhartigheid, moeten niet, zooals in artikel 11 is voorgeschreven, aangegeven worden. Dit geldt eveneens voor de verkooping bij uitroep, van weinig waarde hebbende voorwerpen, in den handel gekend onder de benaming : klein kramery.

ART. 14.

La déclaration mentionnera la cause, le lieu, la date initiale et la durée probable de la vente, ainsi que l'état détaillé des marchandises. Elle affirmera, en outre, que ni le déclarant, ni l'un des propriétaires antérieurs du fonds de commerce, n'a procédé directement ou indirectement, personnellement ou par personne interposée, à une vente de même nature, depuis moins de deux ans s'il s'agit de la totalité d'un fonds de marchandises et depuis moins de cinq mois s'il s'agit d'un assortiment ou d'une partie d'un fonds de marchandises.

Si le commerce du déclarant embrasse plusieurs branches, la vente de l'ensemble des assortiments se rapportant à l'une de ces branches est considérée comme la vente de la totalité d'un fonds de marchandises; elle ne peut être suivie de la vente de la totalité d'une autre branche ou de la totalité des marchandises qu'après un délai de deux ans.

Les délais ci-dessus ne sont pas exigés si la vente est déterminée par le décès, la faillite ou la cessation réelle de commerce.

ART. 15.

La sincérité de la déclaration sera vérifiée, aux frais du vendeur, par deux experts désignés par le Collège des bourgmestre et échevins.

Si la réalité des faits mentionnés dans la déclaration est controuvée, le juge de paix, requis par le ministère public, ordonnera l'interdiction ou la cessation de la vente, sans préjudice de l'action en cessation appartenant à des tiers.

ART. 14.

De aangifte moet de oorzaak, de plaats, den eersten dag en den waarschijnlijksten duur van de verkoop, alsmede de omstandige lijst van de koopwaren vermelden. In de aangifte moet bovendien bevestigd worden, dat noch de aangever, noch een van de vorige eigenaars van den handelsvoorraad, rechtstreeks of onrechtstreeks, persoonlijk of door bemiddelaars, tot een gelijkaardige verkoop is overgegaan, sedert minder dan twee jaar, indien het den geheelen voorraad waren betreft, en sedert minder dan vijf maand, indien het een stel waren of een gedeelte van den handelsvoorraad betreft.

Omvat de handel van den aangever onderscheiden takken, dan wordt de verkoop van al de tot een van deze takken behorende verzamelingen beschouwd als de verkoop van een geheelen handelsvoorraad; de verkoop van geheel een anderen tak of van heel den handelsvoorraad mag slechts twee jaar nadien geschieden.

De hierboven opgegeven termijnen worden niet geeischt, indien de verkoop geschiedt bij sterfgeval, bij failliet of bij werkelijke uitscheiding van bedrijf.

ART. 15.

De echtheid van de aangifte wordt op de kosten van den verkooper onderzocht door twee door het College van burgemeester en schepenen aangestelde experten.

Worden de in de aangifte vermelde feiten leugenachtig bevonden, dan beveelt de door het Openbaar Ministerie aangezochte vrederechter het verbod of de staking van de verkoop, onverminderd de aan derden toebehoorende rechtsvordering tot staking.

ART. 16.

La vente se fera dans le local où le vendeur exerce depuis six mois son commerce habituel. Toutefois, en cas de nécessité, le bourgmestre pourra, sur le rapport des experts, indiquer un autre lieu. La vente ne pourra se faire par le moyen du colportage.

La vente partielle d'un fonds de marchandises et la vente d'un assortiment ne pourront durer plus d'un mois.

ART. 17.

Tous les actes de publicité, tels qu'affiches, circulaires, annonces, etc., mentionneront la cause, la date initiale et la durée de la vente, la nature et la quantité des marchandises.

L'état détaillé des marchandises sera affiché à la porte du lieu où se fera la vente, pendant toute la durée de celle-ci.

ART. 18.

Il est défendu de comprendre dans les ventes prévues ci-dessus des marchandises autres que celles renseignées à l'inventaire.

Les marchandises faisant l'objet de la vente seront séparées des autres marchandises en magasin; elles porteront une marque spéciale, ainsi que l'indication des prix. Si la vente se fait aux enchères ou au rabais, la mise à prix sera affichée ou proclamée.

Il sera tenu un journal de la vente.

ART. 19.

Ne sont pas soumises aux prescriptions des articles qui précèdent,

ART. 16.

De verkooping moet geschieden in het lokaal waarin de verkooper sedert zes maand zijn handel uitoefent. In geval van nooddwang mag evenwel de burgemeester, op verslag van de experten, een andere plaats aanduiden. De verkooping mag niet door middel van rondventers geschieden.

De gedeeltelijke verkooping van een handelsvoorraad en de verkooping van een stel waren mogen hoogstens één maand duren.

ART. 17.

Al de bekendmakingen, zooals plakbrieven, omzendbrieven, berichten, enz., moeten de oorzaak, den eersten dag en den duurtijd van de verkooping, den aard en de hoeveelheid van de koopwaren vermelden.

De omstandige lijst van de koopwaren moet, zoolang de verkooping duurt, aan den ingang van de verkoopzaal aangeplakt worden.

ART. 18.

Het is verboden in de hierboven voorziene verkooping andere koopwaren op te nemen dan die, welke in den inventaris zijn opgegeven.

De te koop gestelde waren moeten gescheiden worden van de andere opgeslagen koopwaren; zij moeten een bijzonder teeken dragen, alsmede de opgave van den prijs. Geschiedt de verkooping bij opbod of afbod, dan moet de inzet worden aangeplakt of uitgeroepen.

Van de verkooping wordt boek gehouden.

ART. 19.

Zijn niet onderworpen aan de voorschriften van de vorige arti-

les ventes connues sous le nom de liquidation de fin de saison, à moins qu'elles n'aient lieu aux enchères ou à cri public.

L'exemption est subordonnée aux conditions suivantes :

1^o La mise en vente doit être exclusivement réservée aux marchandises sujettes à dépréciation ;

2^o Les marchandises exposées en vente ne peuvent avoir été acquises ou fabriquées en vue de la liquidation, ni faire l'objet d'un réassortiment au cours de celles-ci ;

3^o La vente doit avoir lieu dans le local où le commerce s'exerce depuis au moins six mois ;

4^o Elle ne pourra durer plus de vingt et un jours ;

5^o Les liquidations saisonnières ne peuvent se répéter que deux fois par an, avec intervalle de cinq mois ;

6^o Une déclaration en double sera remise au Collège des bourgmestre et échevins, renseignant la date initiale de la liquidation de fin de saison et la spécification des marchandises à liquider, avec indication sommaire des quantités.

Il est loisible au Collège de faire contrôler par voie d'expertise, aux frais du déclarant, tant la véracité de la déclaration que l'existence des conditions 1^o et 2^o ci-dessus.

La vente pourra être interdite par le juge de paix, conformément aux articles 33 et suivants, si la liquidation se fait sans déclaration ou si les formalités prescrites ci-dessus ne sont pas observées.

ART. 20.

Les ventes publiques aux enchères de marchandises en gros auront lieu

kelen, de verkooping en gekend onder den naam van uitverkoop wegens einde-seizoen, tenzij zij bij opbod of bij uitroep geschieden.

De vrijstelling is onderworpen aan de volgende voorwaarden :

1^o Alleen de aan waardevermindering blootgestelde koopwaren mogen verkocht worden ;

2^o De te koop gestelde waren mogen niet verkregen noch voortgebracht geweest zijn met het oog op de uitverkoop, noch als nieuw stel tijdens deze uitverkoop voorkomen ;

3^o De verkooping moet geschieden in het lokaal waarin de handel sedert minstens zes maand wordt gedreven ;

4^o Zij mag hoogstens een en twintig dagen duren ;

5^o De seizoen - uitverkoopingen mogen slechts tweemaal 's jaars en met een tussehenpoos van vijf maand geschieden ;

6^o Een dubbele aangifte wordt aan het College van burgemeester en schepenen overgemaakt, vermeldende den eersten dag van de uitverkoop wegens einde-seizoen en de nauwkeurige opgave van de uit te verkoopen waren, met beknopte opgave van de hoeveelheden.

Het College mag door experten en op de kosten van den aangever zowel de echtheid van de aangifte als het bestaan van de onder 1^o en 2^o vermelde voorwaarden doen onderzoeken.

De verkooping mag door den vrederechter worden verboden, overeenkomstig met de artikelen 33 en volgende, indien de uitverkoop zonder aangifte geschiedt, of indien de hierboven voorgeschreven formaliteiten worden verwaarloosd.

ART. 20.

De veilingen van koopwaren, bij opbod en in 't groot, moeten ge-

par le ministère des Officiers ministériels ayant à ce qualité légale, aux conditions et selon les formes prescrites par les lois et règlements. L'Officier chargé de la vente est tenu de faire au Collège des bourgmestre et échevins, quatre jours au moins avant celui de la vente, une déclaration en double, détaillée, des objets à mettre en vente. Un exemplaire, visé par le bourgmestre, sera remis au déclarant.

La valeur des lots sera estimée, aux frais du vendeur, par deux experts nommés par le Collège des bourgmestre et échevins.

ART. 21.

Est considérée comme faite en détail toute vente de marchandises qui comprendra des lots d'une quantité inférieure à celle réservée à la vente en gros par les usages commerciaux ou des lots d'une valeur inférieure à 200 francs.

V. — *Du commerce ambulant.*

ART. 22.

Le colporteur, marchand ou artisan ambulant, ne peut s'installer à demeure sur la voie publique, sauf aux endroits, jours et heures déterminés par l'autorité communale.

ART. 23.

L'offre de marchandises en ambulence sur la voie publique ou de porte en porte n'est permise qu'aux marchands de comestibles non manufacturés, de combustibles et de menue mercerie, ainsi qu'aux gagne-

houden worden door de daartoe wettelijk bevoegde ministeriële ambtenaren, op de voorwaarden en volgens de gebruiken, door de wetten en verordeningen voorgeschreven. De met de veiling belaste ambtenaar is gehouden, aan het College van burgemeester en schepenen, minstens vier dagen vóór den verkoopdag, in dubbel, een omstandige lijst van de te koop te stellen voorwerpen over te maken. Een door den burgemeester ondertekend exemplaar wordt aan den aangever teruggegeven.

De waarde van de loten wordt, op de kosten van den verkooper, geschat door twee door het College van burgemeester en schepenen aangestelde experten.

ART. 21.

Wordt beschouwd als verkoop in 't klein, alle verkoop van koopwaren, omvattende loten van een kleiner hoeveelheid dan die, welke door de handelsgebruiken voor de verkoop in 't groot wordt voorzien, of loten hebbende minder dan 200 frank waarde.

V. — *Van het rondventen.*

ART. 22.

Behalve op de door de Gemeente-overheid aangewezen plaatsen, dagen en uren, mag de rondventer, reizend handelaar of ambachtsman, niet op den openbaren weg vertoeven.

ART. 23.

Het aanbieden van koopwaren, al wandelend op den openbaren weg of van deur tot deur, is slechts toegestaan aan de verkoopers van niet verwerkte eetwaren, brandstoffen en klein kramery, alsmede aan de

petit, aux marchands de journaux et à ceux qui exercent leur métier en ambulance ou qui vendent les produits de leur travail, tels que les vanniers, chaudronniers, boisseliers, etc.

Toutefois, le Collège des bourgeois et échevins pourra étendre la catégorie des produits dont l'offre est permise en ambulance et de porte en porte; il pourra également permettre ce mode de colportage à des moments ou pendant des périodes déterminés, pour la vente de tous les produits ou de certains d'entre eux.

ART. 24.

Le colporteur, marchand ou artisan ambulant, ne peut frapper, ni sonner aux portes, ni chercher à pénétrer dans les lieux habités, sans y être invité par les habitants.

Toutefois, sans préjudice au droit de police des autorités communales, l'offre de marchandises en ambulance ou de porte en porte pourra être annoncée par cri ou par signal.

ART. 25.

Il est interdit de colporter le soir après le coucher du soleil, sauf les cas autorisés par l'autorité communale.

ART. 26.

Tout colporteur, marchand ou artisan ambulant, doit porter de manière apparente une plaque mentionnant la commune de son domicile ou, s'il est étranger, de sa résidence et un numéro d'ordre correspondant à la liste des colporteurs de cette commune.

weinig winnende klein-ambachtslieden, aan de nieuwsbladverkoopters en aan hen, die hun bedrijf al wandelend uitoefenen of eigen voortbrengselen verkoopen, zooals de mandenmakers, ketellapers, matenmakers, enz.

Nochtans mag het College van burgemeester en schepenen het slag van voortbrengselen, die men al wandelend of van deur tot deur aanbieden mag, uitbreiden; het mag eveneens deze wijze van rondventen op bepaalde tijdstippen, voor de verkoop van alle of van sommige voortbrengselen, toelaten.

ART. 24.

De rondventer, reizend handelaar of ambachtsman, mag niet aan de deuren kloppen of schellen, noch in de bewoonde plaatsen dringen of trachten te dringen, zonder daartoe door de bewoners aanzocht te zijn.

Nochtans mag, onverminderd de politiemacht der gemeenteoverheden, het aanbieden van koopwaren, al wandelend of van deur tot deur, door geroep of seinen aangekondigd worden.

ART. 25.

Behalve in de door de gemeente-overheid toegelaten gevallen, is het verboden, rond te venten na zons-
ondergang.

ART. 26.

Elk rondventer, reizend handelaar of ambachtsman, moet op zichtbare wijze een plaat dragen, vermeldende zijn woonplaats of, zoo hij vreemdeling is, zijn verblijfplaats en een volgnummer, overeenkomend met dat van de lijst der rondventers van die gemeente.

En outre, il doit être porteur d'un certificat de moralité, délivré chaque année par le bourgmestre de son domicile et d'un document établissant son inscription au rôle des patentes.

ART. 27.

Le colportage est interdit :

1° Aux enfants âgés de moins de 16 ans, s'ils ne sont pas accompagnés de leurs parents ou des personnes qui en tiennent lieu légalement ;

2° Aux adultes qui se livrent au colportage par bande de trois personnes ou plus ;

3° A ceux qui ont été condamnés du chef des articles 372 à 386, 439 à 442, 468 à 476 du Code pénal.

ART. 28.

Le colporteur, marchand ou artisan ambulant, sera tenu de justifier de la provenance de ses marchandises sur simple réquisition de la police locale, sauf toutefois en ce qui concerne la vente de comestibles non manufacturés.

ART. 29.

Est tenu aux obligations prescrites par les articles précédents celui qui exerce en ambulance le commerce prévu à l'article 10.

VI. — Dispositions pénales.

ART. 30.

Seront punis d'une amende de 50 à 2,000 francs, sans préjudice des dommages-intérêts :

1° Celui qui, dans un but de concurrence et sciemment, aura fait usage, pour la désignation de sa personne, de ses établissements ou

Hij moet bovendien drager zijn van een getuigschrift van zedelijkheid, jaarlijks afgeleverd door den Burgemeester van zijn woonplaats en van een bewijs, dat hij op de patentenlijst is ingeschreven.

ART. 27.

Het rondventen is verboden :

1° Aan de kinderen beneden 16 jaar, wanneer zij niet vergezeld zijn door hunne ouders of dezer wettelijke plaatsbekleeders ;

2° Aan de volwassenen, die per bende van drie of meer personen rondventen ;

3° Aan hen, die veroordeeld werden krachtens de artikelen 372 tot 386 ; 439 tot 442 ; 468 tot 476 van het Wetboek van strafrecht.

ART. 28.

De rondventer, reizend handelaar of ambachtsman, is gehouden, eenvoudig op aanvraag van de plaatselijke politie, de herkomst van zijn koopwaren te bewijzen, behalve nochtans wat betreft den verkoop van niet verwerkte eetwaren.

ART. 29.

Is onderworpen aan de in de vorige artikelen voorgeschreven verplichtingen, hij die al wandelend den in artikel 10 voorzienen handel drijft.

VI. — Strafbepalingen.

ART. 30.

Worden, onverminderd de schadevergoeding, gestraft met een boete van 50 tot 2,000 frank :

1° Hij, die met het oog op concurrentie en wetens, ter aanwijzing van zijn persoon, van zijn inrichtingen of van zijn voortbrengselen, gebruik

de ses produits, de noms, firmes, ou signes propres aux personnes, établissemens ou produits d'un ou de plusieurs de ses concurrents ;

2^o Celui qui aura tenté de faire croire à l'existence d'un contrôle de marchandises par des agents de l'autorité ou par les laboratoires ou services quelconques reconnus par une autorité publique ;

3^o Celui qui, par paroles, écrits, images ou autrement, aura fait état publiquement et fausement de références ou de distinctions honorifiques ;

4^o Celui qui aura provoqué l'erreur des acheteurs sur les quantité, mesure, contenance, poids, volume, etc. des marchandises mises en vente par pièce, paquet, récipient, écheveau, bobine, etc., lorsqu'il est d'usage de vendre ces marchandises sous cette forme et que le prix est déterminé tant la pièce, le paquet, etc. ;

5^o Celui qui aura omis, soit de tenir le livre prescrit à l'article 10, soit d'y inscrire les mentions obligatoires, ou qui aura sciemment altéré des déclarations y mentionnées.

ART. 51.

Une amende de 50 à 2000 francs sera prononcée solidairement contre le vendeur et contre l'Officier ministériel qui l'aura assisté, sans préjudice des dommages-intérêts :

1^o En cas d'omission de la déclaration prescrite aux articles 11, 12, 19 et 20 ou d'altération volontaire de la vérité dans cette déclaration ;

2^o Si des marchandises neuves ne faisant pas partie du fonds ou du mobilier mis en vente ou n'étant pas

gemaakt heeft van namen, firma's of teekenen, eigen aan de personen, inrichtingen of voortbrengselen van een of van verschillende zijner concurrenten ;

2^o Hij, die gepoogd heeft, te doen gelooven aan het bestaan van een toezicht over koopwaren door overheidsagenten of door de laboratoria's of om 't even welke diensten, door een openbare overheid erkend ;

3^o Hij, die zich door woord, schrift, beeld of anderszins, openlijk en valsch beroepen heeft op referentiën of eervolle onderscheidingen ;

4^o Hij, die de koopers misleid heeft omtrent de hoeveelheid, de maat, den inhoud, het gewicht, den omvang, enz., der per stuk, pak, vat, streng, klos, enz., te koop gestelde waren, wanneer die waren gebruikelijk op die wijze verkocht worden en de prijs gesteld is op zooveel per stuk, pak, enz. ;

5^o Hij, die verwaarloosd heeft, hetzij het bij artikel 10 voorgeschreven boek te houden, hetzij daarin de opgelegde vermeldingen op te teekenen, of die wetens de waarheid van de daarin vermelde verklaringen verdraaid heeft.

ART. 51.

Onverminderd de schadevergoeding, wordt een straf van 50 tot 2,000 frank solidair uitgesproken voor den verkooper en voor den ministeriëlen ambtenaar, die hem heeft bijgestaan :

1^o Bij verwaarloozing van de bij artikelen 11, 12, 19 en 20 voorgeschreven aangifte of bij vrijwillige verdraaiing van de waarheid in deze aangifte ;

2^o Indien nieuwe, niet in den handelsvoorraad of in de te koop gestelde meubelen of in den inventaris

portées à l'inventaire ont été introduites sciemment dans les ventes prévues aux articles 11, 12, 19 et 20, dans les ventes par autorité de justice ou dans les ventes d'objets usagés.

ART. 32.

Seront confisquées les marchandises mises en vente en contravention aux dispositions régissant les ventes avec ou sans cri public prévues aux articles 11, 13, 19 et 20.

ART. 33.

Seront punis d'une amende de 1 à 25 francs, ou de un à sept jours d'emprisonnement, séparativement ou cumulativement, chacune des contraventions aux dispositions des articles 22 et 29 inclus.

ART. 34.

En cas de récidive, le maximum de l'amende sera appliqué et les peines pourront être portées au double.

Il y a récidive chaque fois qu'une personne se rend coupable d'une contravention à la présente loi endéans les douze mois qui suivent sa condamnation du chef d'une contravention de même nature.

VII. — *De l'action en cessation.*

ART. 35.

La cessation d'un acte de concurrence illicite peut être ordonnée, soit par le juge de paix du lieu où cet acte est commis, soit par le juge de paix du domicile de l'auteur de l'acte illicite.

begrepen koopwaren wetens werden opgenomen in de bij artikelen 11, 12, 19 en 20 voorgeschreven verkooping, in de verkooping op rechterlijk gezag en in de verkooping van gebruikte voorwerpen.

ART. 32.

De koopwaren, te koop gesteld in overtreding met de bepalingen, die de bij artikelen 11, 13, 19 en 20 voorziene verkooping met of zonder uitroep beheerschen, worden verbeurd verklaard.

ART. 33.

Wordt gestraft met een boete van 1 tot 25 frank of met gevangenisstraf van een tot zeven dagen, afzonderlijk of gezamenlijk, elke overtreding van de bepalingen der artikelen 22 tot 29 inbegrepen.

ART. 34.

Bij herhaling wordt het maximum van de boete toegepast en mogen de straffen verdubbeld worden.

Er is herhaling, iedermaal dat een persoon zich schuldig maakt aan een overtreding van deze wet, binnen de twaalf maand, die volgen op zijn veroordeeling wegens de overtreding van denzelfden aard.

VII. — *Van de rechtsvordering tot staking.*

ART. 35.

De staking van een daad van ongeoorloofde concurrentie mag bevoelen worden door den vrederechter der plaats waar die daad bedreven wordt of door den vrederechter der woonplaats van den bedrijver van de ongeoorloofde daad.

Le juge statue sans délai et, au plus tard, endéans la huitaine de l'introduction de la demande, par une ordonnance mise au bas de l'exploit original de citation et délivrée à la partie demanderesse. En cas de rejet de la demande, la citation est déposée au greffe.

L'ordonnance détermine le délai dans lequel l'acte devra cesser. Ce délai ne peut dépasser huit jours à partir de la date de l'ordonnance ou de celle de sa signification, quand le droit d'opposition a été réservé.

ART. 36.

L'ordonnance est exécutoire sur minute sans signification préalable. Elle n'est susceptible d'opposition que si le juge, en prononçant la cessation, en a réservé le droit à la partie condamnée par défaut. Le délai de l'opposition est déterminé par le juge et ne peut pas excéder trois jours à partir de la signification.

ART. 37.

L'opposition est signifiée conformément à l'article 20 du Code de procédure civile et le juge de paix statue par une ordonnance mise au bas de la copie de l'original de l'exploit. Lorsque cette ordonnance déboute le défendeur au principal, elle est délivrée au demandeur et est exécutoire sans signification préalable. Elle est déposée au greffe dans le cas où l'opposition est admise.

ART. 38.

La procuration de la partie rem-

De rechter doet uitspraak zonder verwijl en, uiterlijk binnen acht dagen na de inleiding van de rechtsvordering, door een bevel, geplaatst van onderen op de oorspronkelijke dagvaarding en afgeleverd aan den aanlegger. Bij verwerping van den eisch wordt de dagvaarding ter griffie nedergelegd.

Het bevel bepaalt den tijd binnen denwelken de daad moet gestaakt worden. Die tijd mag niet gesteld worden na acht dagen, te rekenen met den datum van het bevel of met dien van de beteekening, wanneer het recht van verzet werd voorbehouden.

ART. 36.

Het bevel is uitvoerbaar op minuut zonder voorafgaande beteekening. Het is alleen vatbaar voor verzet, wanneer de rechter, bij de uitspraak van de staking, het recht ervan heeft voorbehouden aan de bij verstek veroordeelde partij. Het uitstel van verzet wordt bepaald door den rechter en mag drie dagen niet overschrijden, te rekenen met de beteekening.

ART. 37.

Het verzet wordt beteekend luidens artikel 20 van het Wetboek van Burgerlijke rechtspleging en de vrederechter doet uitspraak door een bevel, van onderen op het afschrift of op de oorspronkelijke dagvaarding geplaatst. Wijst dit bevel den verweerder in hoofdzaak af, dan wordt het afgeleverd aan den eischer en is het uitvoerbaar zonder voorafgaande beteekening. Wordt het verzet aangenomen, dan wordt het bevel ter griffie nedergelegd.

ART. 38.

De volmacht van de door een

placée par un mandataire peut être donnée en marge de l'original ou de la copie de l'exploit.

ART. 39.

L'ordonnance prononçant la cessation et celle de débouté d'opposition sont exécutoires par provision nonobstant appel et sans caution.

Le tribunal de commerce statue en dernier ressort. Ses décisions sont exécutoires dans les mêmes formes et délais que l'ordonnance en cessation.

ART. 40.

L'action en cessation s'exerce sans préjudice au droit à des dommages-intérêts ni aux dispositions pénales de la loi.

Elle appartient :

1° A quiconque est exposé à un dommage par le fait de l'acte illicite;

2° A toute Union professionnelle légalement constituée lorsqu'un ou plusieurs de ses membres sont exposés à un dommage du chef de l'acte illicite.

ART. 41.

L'infraction à l'ordonnance du juge ainsi que la récidive, dans les six mois de l'acte illicite dont la cessation ou l'interdiction aura été ordonnée, sont punissables par une amende de 50 à 2,000 francs.

ART. 42.

L'infraction et la récidive peuvent être constatées par huissier, par tout officier de police ou par un agent

lasthebber vervangen partij mag gegeven worden op den rand van den oorspronkelijken tekst of van het afschrift van de dagvaarding.

ART. 39.

Het bevel waarbij de staking wordt uitgesproken en het bevel waarbij het verzet wordt afgewezen, zijn uitvoerbaar bij voorraad, ondanks beroep en zonder borgstelling.

De handelsrechtbank vonnist in laatste aanleg. Hare beslissingen zijn uitvoerbaar in dezelfde vormen en binnen dezelfde termijnen als die van het bevel tot staking.

ART. 40.

De rechtsvordering tot staking geschiedt onverminderd de rechten op schadevergoeding en onverminderd de strafbepalingen van de wet.

Mag ze instellen :

1° Al wie door de ongeoorloofde daad wordt blootgesteld aan schade;

2° Elke wettelijk opgerichte vakvereeniging, wanneer een of verschillende harer leden door de ongeoorloofde daad worden blootgesteld aan schade.

ART. 41.

De inbreuk op het bevel van den rechter, alsmede de herhaling, binnen zes maand, van de ongeoorloofde daad, wier staking of verbod werden bevolen, zijn strafbaar met een boete van 50 tot 2,000 frank.

ART. 42.

De inbreuken en de herhaling mogen vastgesteld worden door een deurwaarder, door elken politieofficier

de l'ordre administratif à ce préposé par l'État.

Le procès-verbal de constat fait mention de la personne à laquelle il a été laissé copie du procès-verbal et de l'ordonnance de cessation, si elle n'a pas été signifiée, et, le cas échéant, de celle de débouté d'opposition.

ART. 43.

Il est alloué à l'huissier, dans les villes de première classe, 6 francs; partout ailleurs, 5 francs.

Il lui est en outre accordé, lorsqu'il est obligé de se transporter à 2 kilomètres ou plus de sa résidence, une indemnité de voyage fixée à 25 centimes par kilomètre parcouru, tant en allant qu'en revenant.

ART. 44.

Les procurations, les ordonnances et le procès-verbal de constat sont exempts de l'enregistrement.

Les ordonnances et le procès-verbal de constat, ainsi que leurs copies, sont exempts du timbre.

VIII. — *De la publication des jugements.*

ART. 45.

Soit en prononçant des pénalités, soit en statuant sur des dommages-intérêts, le tribunal peut ordonner l'affichage des jugements à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci.

En outre, le tribunal peut ordonner la publication du jugement, aux frais du contrevenant et dans un délai déterminé, par la voie des

of door een agent van het Beheer, daartoe door den Staat aangesteld.

Het proces-verbaal van vaststelling vermeldt den persoon aan denwelken afschrift van het proces-verbaal en van het bevel tot staking wordt overgelaten, zoo dit laatste niet beteekend werd, en in voorkomend geval, van het bevel tot afwijzing van het verzet.

ART. 43.

Aan den deurwaarder wordt, in de steden van eersten rang, 6 frank en overal elders 5 frank toegestaan.

Wanneer hij zich 2 kilometer of verder van zijn standplaats verwijderen moet, wordt hem bovendien, zoowel voor de heen- als voor de terugreis, een vergoeding van 25 centiemen per afgelegden kilometer toegestaan.

ART. 44.

Volmachten, bevelen en proces-verbaal van vaststelling zijn vrij van registratiekosten.

De bevelen en het proces-verbaal van vaststelling alsmede dezer afschriften, zijn vrij van zegelrecht.

VIII. — *Van de bekendmaking van de vonnissen.*

ART. 45.

Bij de uitspraak van straffen of bij de vaststelling van schadevergoeding, mag de rechtbank de aanplakking van de vonnissen bevelen, buiten op de verkoopinrichtingen van den overtreder en op dezes kosten.

Bovendien mag de rechtbank de bekendmaking van het vonnis bevelen op de kosten van den overtreder en binnen een bepaaldentijd,

journaux ou autrement et, autant que possible, de la même manière qui a servi à commettre l'infraction.

Ces mesures ne sont jamais exécutoires par provision.

IX. — *Dispositions spéciales.*

ART. 46.

Les articles 4 à 10 de la loi du 20 mai 1846 sont abrogés.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 1912.

door middel van de nieuwsbladen of anderszins en, zooveel mogelijk op de wijze die werd aangewend bij de overtreding.

Deze maatregelen zijn nooit uitvoerbaar bij voorraad.

IX. — *Bijzondere bepaling.*

ART. 46.

De artikelen 4 tot 10 der wet van 20 Mei 1846, zijn afgeschaft.

Gegeven te Brussel, den 30 April 1912.

ALBERT.

Par le Roi :
*Le Ministre de l'Industrie
et du Travail.*

Van 's Konings wege :
*De Minister van Nijverheid
en Arbeid.*

ARM. HUBERT.

